



Rapport financier intermédiaire Troisième trimestre se terminant le 31 mars 2012

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Ce troisième trimestre de l'exercice 2012 s'est distingué par plusieurs réalisations clés. Tout d'abord, nos revenus ont atteint le niveau record de 10,2 M \$, ce qui représente le plus haut niveau de revenus trimestriels au cours de nos 12 ans d'existence. Les revenus de ce troisième trimestre ont non seulement dépassé la barre des 10 M \$, mais ils ont également affiché une très forte croissance de 44,8 %, soit une augmentation de 3,1 M \$ par rapport aux revenus enregistrés au cours du précédent trimestre. Ayant débuté cet exercice 2012 avec notre plus haut carnet de commandes jamais enregistré, à 36,6 M \$, nous étions confiants que nos revenus allaient augmenter au fur et à mesure que nous progressions dans l'exécution de nos projets. Au cours du trimestre, nous avons vu les plus importants projets de notre carnet de commandes passer des phases initiales de conception et d'ingénierie à la phase suivante, génératrice de revenus plus élevés. Durant ce troisième trimestre de l'exercice 2012, plusieurs projets municipaux et industriels d'envergure sont entrés en phase de production et ont atteint les étapes clés de facturation, contribuant à la conversion en revenus d'un plus haut niveau de facturation durant le trimestre.

Deuxième réalisation : nos nouvelles commandes de systèmes et équipement de traitement d'eau ont atteint un sain niveau, à 6,0 M \$. Ces nouvelles commandes ont permis à notre carnet de commandes de se maintenir à un niveau élevé, à 28,1 M \$ au 31 mars 2012. Et enfin, sur la base de revenus plus élevés et d'une honnête marge bénéficiaire brute de 26,4 %, nous avons conclu le trimestre avec un BAIIA positif de 1,3 M \$, faisant ainsi un retour rapide et solide au BAIIA positif, après une parenthèse de BAIIA négatif au dernier trimestre. La perte nette pour le trimestre s'est élevée à (7,7 M \$). Excluant la charge de dépréciation de (8,2 M \$) pour le goodwill, la charge de dépréciation d'actifs incorporels de (0,4 M \$), l'économie d'impôts différés de 0,2 M \$ et la variation de 0,8 M \$ de la juste valeur des contreparties conditionnelles résultant des conclusions de notre test annuel de dépréciation du goodwill, la perte nette pour le trimestre n'aurait été qu'à quelques pas du bénéfice net, à (52 810 \$). Grâce à des revenus plus élevés, nous avons tiré profit de l'extensibilité de notre modèle d'affaires pour générer un BAIIA plus élevé et nous rapprocher du bénéfice net, sans pour autant avoir besoin d'ajouter des ressources ou d'augmenter nos charges.

Les revenus provenant de la vente de systèmes et équipement de traitement d'eau ont augmenté de 79 % comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2011. Notre seconde ligne d'affaires, consacrée aux produits chimiques de spécialité et autres consommables, a également affiché une croissance durant le trimestre. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2011, les ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables ont augmenté de 4 %, passant de 3,3 M \$ à 3,5 M \$.

Au cours du trimestre, notre unité d'affaires californienne Professional Water Technologies a lancé un nouveau produit antitartre haute performance, SpectraGuard™ 350. Ce nouveau produit a été conçu de manière à fournir un niveau plus élevé de protection et de contrôle sur les déchets inorganiques et colloïdaux dans les usines de réutilisation de l'eau et les usines de dessalement des eaux saumâtres par osmose inverse. Récemment certifié selon la norme 60 ANSI/NSF par la *National Sanitation Foundation* (NSF), SpectraGuard™ 350 est déjà utilisé dans une grande usine de réutilisation de l'eau en Arizona.

La nette croissance de nos revenus s'est également accompagnée d'une hausse de la marge bénéficiaire brute par rapport au trimestre précédent terminé le 31 décembre 2011. Nos activités durant ce troisième trimestre ont produit une marge bénéficiaire brute de 26,4 %, contre 22,2 % au trimestre dernier, lorsque cette marge avait été négativement affectée par une combinaison de plusieurs facteurs. Si la marge du trimestre n'est pas aussi élevée qu'il y a un an, lorsqu'elle avait atteint un niveau inhabituellement élevé alors que les revenus de systèmes et équipement étaient à leur plus bas, la direction estime que la marge bénéficiaire brute a progressé de manière positive pour atteindre un niveau raisonnable.

Les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs sont restés relativement stables durant ce trimestre et correspondent aux niveaux prévus dans notre budget. Les augmentations des frais de vente et administratifs ont pour la plupart été compensés par une diminution des charges d'exploitation. Face aux revenus plus élevés de ce trimestre, l'ensemble des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs a représenté 21,4 % des revenus, contre 30,1 % pour l'exercice précédent, ce qui montre l'extensibilité de notre modèle d'affaires.

Le BAIIA pour le trimestre s'est élevé à 1,3 M \$, contre 369 211 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2011. La juste valeur des contreparties conditionnelles a été réduite sur la base des ventes réelles et prévisionnelles de certains équipements en eaux usées et cette réduction a eu un effet positif de 0,8 M \$ sur le BAIIA du trimestre. Excluant la variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles, le BAIIA s'élevait à 434 551 \$. Au début de l'exercice, nos objectifs étaient de poursuivre la croissance de l'entreprise et de la conduire jusqu'à un BAIIA positif. Alors qu'il nous reste tout juste un trimestre avant la fin de l'année, le BAIIA positif de ce trimestre et le progrès enregistré durant les neuf premiers mois de cet exercice sont encourageants et montrent que nous sommes engagés dans la bonne voie.

Le plus haut niveau d'activités enregistré durant ce trimestre a également eu un effet sur notre bilan. Les comptes recevables ont augmenté de 1,3 M \$ comparativement à leur niveau au 30 juin 2011, une augmentation due au plus haut niveau d'activités. Durant le trimestre, l'utilisation de notre ligne de crédit renouvelable a augmenté en raison des progrès majeurs réalisés dans l'exécution des projets et du volume plus élevé d'activités de fabrication et d'approvisionnement.

Charge de dépréciation du goodwill et dépréciation des actifs incorporels

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel du goodwill. Deux facteurs ont nécessité que nous procédions à la réévaluation de la valeur comptable de notre goodwill, lié en grande partie aux acquisitions d'Itasca Systems, Inc. en juillet 2008 et de Wastewater Technology Inc. en avril 2008. Premièrement, la baisse prolongée de nos ventes de systèmes et équipement dans le secteur de la production d'éthanol, et deuxièmement le niveau de ventes moins élevé de nos systèmes brevetés Bio-Wheel™ et Bio-Brane™ dans le secteur municipal américain par le biais de notre réseau de représentants.

Après la clôture du troisième trimestre, nous avons réaligné notre stratégie de ventes pour les systèmes Bio-Wheel™ et Bio-Brane™. Désormais, nous ciblons principalement les ventes de systèmes conteneurisés pour les municipalités ayant de petits débits à traiter ainsi que les clients industriels (par exemple, camps de travailleurs et campements en régions éloignées), deux segments dans lesquels notre technologie performante est hautement différenciée et pourrait s'établir comme solution préférée. Et si les ventes de systèmes et équipement auprès des producteurs d'éthanol restent limitées, nous conservons un bon niveau d'implication et d'activités dans le secteur de la production d'éthanol, offrant à une importante base de clients nos produits chimiques de spécialité et autres consommables.

Au 31 mars 2012, nous avons révisé les valeurs comptables de nos actifs incorporels et déterminé que certains actifs incorporels relatifs à l'unité génératrice de trésorerie « États-Unis » n'étaient plus utilisés et ne généraient pas de flux de trésorerie matériels. En conséquence, nous avons évalué la valeur recouvrable de ces actifs incorporels à une valeur nulle. La perte de valeur des actifs incorporels est due à la baisse prolongée de nos activités dans le secteur de la production d'éthanol.

Ces réévaluations ont entraîné une baisse respective de 8,2 M \$ et 0,4 M \$ de la juste valeur du goodwill et des actifs incorporels, ce qui a augmenté la perte nette pour le trimestre.

La perte nette pour le trimestre s'est élevée à 7,7 M \$, incluant une perte non-monnaire de 7,6 M \$ relative à la dépréciation du goodwill et des actifs incorporels, à l'économie d'impôts différés et à la variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles. Excluant ces éléments, la perte nette pour le trimestre se serait élevée à (52 810 \$), tout près du bénéfice net. Conséquence directe de la dépréciation des actifs incorporels, nos charges d'amortissement trimestrielles pour les actifs incorporels seront réduites d'environ 8 000 \$ dès le prochain trimestre.

Après un envol rapide de ses commandes et de ses revenus durant sa première année d'exploitation, notre coentreprise H₂O Innovation India a dû faire face au cours de sa deuxième année d'activités, terminée le 31 mars 2012, à certains soubresauts dont nombre de jeunes entreprises dynamiques font l'expérience au fur et à mesure de leur développement. La mise en service il y a peu de son premier système sur site d'envergure a mis notre jeune coentreprise indienne en présence de nombreux défis, certains ayant un effet négatif sur ses résultats, d'autres accélérant son développement et son apprentissage collectif. Nous sommes convaincus que l'exécution de ce projet phare, même avec une très faible marge, sera un investissement d'une grande valeur dans la croissance future de notre coentreprise indienne. Cette référence unique en Inde aura un rôle clé à jouer pour montrer les capacités techniques et d'ingénierie de H₂O Innovation India et lui permettre d'obtenir un nombre grandissant de nouvelles commandes. Nous continuons à supporter H₂O Innovation India de très près, notamment en organisant des visites de nos différents dirigeants et en leur fournissant un accompagnement de tous les instants.

Alors que nos regards se tournent vers l'avenir, nous pensons pouvoir maintenir un volume d'activités plus élevé que celui enregistré au cours de l'exercice précédent et des six premiers mois de cet exercice, proche du volume d'activités enregistré durant ce trimestre. Avec un calendrier de production rempli des projets et nouvelles commandes que nous y ajoutons chaque trimestre, et avec des ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables en croissance régulière, les résultats de ce trimestre sont sans aucun doute une belle progression. Une progression que nous entendons poursuivre pour d'autres trimestres.



Frédéric Dugré
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 mars 2012, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 mars 2011, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer le bilan au 31 mars 2012 à celui du 30 juin 2011. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes tels que « anticiper », « si », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « avoir l'intention », « peut », « pourrait », « devrait », « sera », et d'autres expressions similaires ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 28 septembre 2011. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les auditeurs externes de la Société et ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

TRANSITION AUX IFRS

La Société établit ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tels qu'établis dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été révisé de manière à intégrer les Normes internationales d'information financière (« IFRS »); il exige désormais des entités ayant une obligation publique de rendre des comptes d'appliquer ces normes pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information sur cette base dans les états financiers consolidés intermédiaires de 2012. Dans les présents états financiers, les « PCGR du Canada » s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, incluant IAS 34 et IFRS 1. À l'exception de certains choix liés à la transition et présentés à la note 20, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans ses états de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 20 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 14 mai 2012, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé ces états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliqués dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société établis conformément aux PCGR du Canada au 30 juin 2011 et au 30 juin 2010 et pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. La note 20 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice terminé le 30 juin 2011 qui est significative pour la compréhension des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les IFRS, la Société a inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux IFRS. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les IFRS et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

BÉNÉFICE AVANT CHARGES FINANCIÈRES – NETTES, IMPÔTS, AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts, l'amortissement et la dépréciation. La direction est d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(7 651 400)	(125 006)	(8 954 127)	(1 278 309)
Charges financières – nettes	221 023	177 950	609 891	586 039
Impôts sur les bénéfices	(152 088)	7 712	(329 276)	7 712
Amortissement des immobilisations corporelles	75 233	75 050	221 569	224 959
Amortissement des actifs incorporels	191 134	233 505	667 418	717 323
Dépréciation du goodwill	8 221 423	-	8 221 423	-
Dépréciation des actifs incorporels	378 728	-	378 728	-
BAIIA	1 284 053	369 211	815 626	257 724

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

Forte de plus de 12 années d'expérience, H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Comptant plus de 110 employés et disposant de sept places d'affaires en Amérique du Nord, H₂O Innovation est partenaire fondateur de la coentreprise H₂O Innovation India de Mumbai, Inde.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Principales données financières (non vérifiées)

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus	10 222 312	7 126 952	24 348 575	19 806 120
Bénéfice brut	2 700 507	2 379 123	6 038 065	6 257 747
Marge bénéficiaire brute	26.4%	33.4%	24.8%	31.6%
Charges d'exploitation	177 749	302 263	464 393	917 890
Frais de vente	993 043	885 194	2 811 716	2 676 510
Frais administratifs	1 022 044	959 289	2 796 783	2 505 168
Perte nette	(7 651 400)	(125 006)	(8 954 127)	(1 278 309)
Perte de base et diluée par action	(0.127)	(0.002)	(0.149)	(0.021)
BAlIA ¹	1 284 053	369 211	815 626	257 724

Revenus et bénéfice brut

Les revenus pour le trimestre ont atteint le niveau record de 10,2 M \$, ce qui représente le plus haut niveau de revenus trimestriels au cours de nos 12 ans d'existence. Les revenus ont affiché une nette augmentation de 44,8 % (soit 3,1 M \$) par rapport aux revenus enregistrés au cours du trimestre précédent terminé le 31 décembre 2011, et ont augmenté de 43,4 % (soit aussi 3,1 M \$) par rapport au troisième trimestre de l'an passé. Ayant débuté cet exercice 2012 avec notre plus haut carnet de commandes jamais enregistré, à 36,6 M \$, nous nous attendions à ce que nos revenus augmentent au cours de la deuxième moitié de cet exercice, au fur et à mesure que nous progresserions dans l'exécution de nos projets. Tout au long du trimestre, nous avons effectivement vu les plus importants projets de notre carnet de commandes passer de leur phase initiale de conception et d'ingénierie à la phase suivante, génératrice de revenus plus élevés. Durant ce troisième trimestre de l'exercice 2012, plusieurs projets municipaux et industriels d'envergure sont entrés dans la phase de production et ont atteint les étapes clés de facturation, contribuant à la conversion en revenus d'un plus haut niveau de facturation au cours du trimestre.

Les deux lignes d'affaires de la Société ont enregistré des revenus en hausse comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2011. Les revenus provenant des systèmes et équipement de traitement d'eau se sont élevés à 6,7 M \$, contre 3,8 M \$ en 2011, tandis que les revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables ont atteint 3,5 M \$ au cours de ce trimestre, contre 3,3 M \$ en 2011.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des sept derniers trimestres. Cette analyse reflète la volatilité de l'économie dans laquelle la Société a évolué. Elle montre aussi combien son modèle d'affaires, qui combine les revenus provenant de la vente de systèmes et les revenus liés à la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables, la rend plus forte et la place en meilleure position pour faire face aux fluctuations.

	Exercice 2011				Exercice 2012			Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2 ^(a)	T3 ^(a)	T4 ^(a)	T1	T2	T3	(T4 2011 & T1, T2 & T3 2012)	(T4 2010 & T1, T2 & T3 2011)
Carnet de commandes	14,3 M \$	15,1 M \$	21,6 M \$	35,3 M \$	31,6 M \$	30,0 M \$	28,1 M \$	N/A	N/A
Commandes de systèmes de traitement d'eau	3,7 M \$	7,4 M \$	6,1 M \$	17,4 M \$	0,9 M \$	4,7 M \$	6,0 M \$	29,1 M \$	23,6 M \$
Revenus provenant des systèmes de traitement d'eau	3,5 M \$	3,6 M \$	3,9 M \$	4,5 M \$	4,3 M \$	4,1 M \$	6,7 M \$	16,8 M \$	13,8 M \$
Ratio commandes / revenus	1,1	2,1	1,6	3,9	0,2	1,1	0,9	1,73	1,70
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,8 M \$	2,8 M \$	3,3 M \$	3,3 M \$	2,8 M \$	3,0 M \$	3,5 M \$	12,4 M \$	11,1 M \$

(a) Le tableau ci-dessus a été ajusté afin de refléter le fait que la coentreprise de la Société est désormais comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui signifie que le carnet de commandes et les commandes générés en Inde au cours de l'exercice 2011 n'affecteront pas la ligne de revenus de la Société, mais affecteront uniquement les résultats nets provenant de cette coentreprise.

¹ Voir la section sur les Mesures financières non conformes aux IFRS

Les revenus provenant des ventes de systèmes et équipement de traitement d'eau ont augmenté de 79 % comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2011. Notre seconde ligne d'affaires, consacrée aux produits chimiques de spécialité et autres consommables, a également affiché une croissance durant le trimestre. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2011, les ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables ont augmenté de 4 %, passant de 3,3 M \$ à 3,5 M \$.

La nette croissance de nos revenus s'est également accompagnée d'une hausse de la marge bénéficiaire brute par rapport au trimestre précédent. Les activités de H₂O Innovation durant ce trimestre ont produit une marge bénéficiaire brute de 26,4 %, contre 22,2 % au trimestre dernier, lorsque cette marge avait été négativement affectée par une combinaison de plusieurs facteurs. Si la marge du trimestre n'est pas aussi élevée qu'il y a un an lorsqu'elle avait atteint un niveau record (33,4 %) alors que les revenus de systèmes et équipement étaient à leur plus bas, elle a progressé de manière positive pour atteindre un niveau jugé raisonnable par la direction.

La Société a également atteint un sain niveau de nouvelles commandes de systèmes et équipement de traitement d'eau pour le trimestre, à 6,0 M \$. Ces nouvelles commandes ont maintenu le carnet de commandes à un niveau élevé, soit 28,1 M \$ au 31 mars 2012. En termes de systèmes et d'équipement, le ratio nouvelles commandes sur revenus de la Société était proche de 1, à 0,9 pour le trimestre, et nettement supérieur à 1, à 1,48 pour les douze derniers mois, ce qui montre un sain renouvellement du carnet de commandes au fil de sa transformation en revenus. Sur la base des revenus record de ce troisième trimestre et du niveau élevé du carnet de commandes tout au long des neuf premiers mois de cet exercice financier, la direction continue de s'attendre à clore l'exercice 2012 sur des revenus record.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont baissé de 0,3 M \$ à 0,2 M \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2012 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Cette baisse est due à une réaffectation des ressources durant le premier trimestre de l'exercice 2012. Cette réaffectation aura un impact permanent, en augmentant le coût des marchandises vendues et réduisant les charges d'exploitation. Elle est le résultat d'une saine analyse de la gestion relativement à l'exécution des projets.

Frais de vente

Les frais de vente pour le trimestre affichent une hausse d'environ 108 000 \$, ou 12,2 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, tandis que les revenus ont augmenté de 43,4 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus, mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle.

Frais administratifs

Les frais administratifs pour ce trimestre ont augmenté d'environ 63 000 \$, ou 6,5 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2011. Cette augmentation est due à un niveau plus élevé d'honoraires professionnels se rapportant à des services d'audit et à la défense réussie d'un litige ayant trait à un brevet d'un produit exclusif de la production acéricole et, dans une moindre mesure, à l'augmentation de la rémunération du personnel administratif et de la direction.

Face aux revenus plus élevés de ce trimestre, l'ensemble des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs a représenté 21,4 % des revenus, contre 30,1 % pour l'exercice précédent, ce qui montre clairement l'extensibilité de notre modèle d'affaires. De manière globale, les frais généraux de la Société se sont maintenus en-deçà du budget prévu pour l'exercice 2012.

Charge de dépréciation du goodwill et dépréciation des actifs incorporels

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel du goodwill. Deux facteurs ont nécessité que nous procédions à la réévaluation de la valeur comptable de notre goodwill, lié en grande partie aux acquisitions d'Itasca Systems, Inc. en juillet 2008 et de Wastewater Technology Inc. en avril 2008. Premièrement, la baisse prolongée de nos ventes de systèmes et équipement dans le secteur de la production d'éthanol, et deuxièmement le niveau de ventes moins élevé de nos systèmes brevetés Bio-Wheel™ et Bio-Brane™ dans le secteur municipal américain par le biais de notre réseau de représentants.

Après la clôture du troisième trimestre, nous avons réaligné notre stratégie de ventes pour les systèmes Bio-Wheel™ et Bio-Brane™. Désormais, nous cibons principalement les ventes de systèmes conteneurisés pour les municipalités ayant de petits débits à traiter ainsi que les clients industriels (par exemple, camps de travailleurs et campements en régions éloignées), deux segments dans lesquels notre technologie performante est hautement différenciée et pourrait s'établir comme solution préférée. Et si les ventes de systèmes et équipement auprès des producteurs d'éthanol restent

limitées, nous conservons un bon niveau d'implication et d'activités dans le secteur de la production d'éthanol, offrant à une importante base de clients nos produits chimiques de spécialité et autres consommables.

Au 31 mars 2012, nous avons révisé les valeurs comptables de nos actifs incorporels et déterminé que certains actifs incorporels relatifs à l'unité génératrice de trésorerie « États-Unis » n'étaient plus utilisés et ne généraient pas de flux de trésorerie matériels. En conséquence, nous avons évalué la valeur recouvrable de ces actifs incorporels à une valeur nulle. La perte de valeur des actifs incorporels est due à la baisse prolongée de nos activités dans le secteur de la production d'éthanol.

Ces réévaluations ont entraîné une baisse respective de 8,2 M \$ et 0,4 M \$ de la juste valeur du goodwill et des actifs incorporels, ce qui a augmenté la perte nette pour le trimestre.

La perte nette pour le trimestre s'est élevée à 7,7 M \$, incluant une perte non-monnaire de 7,6 M \$ relative à la dépréciation du goodwill et des actifs incorporels, à l'économie d'impôts différés et à la variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles. Excluant ces éléments, la perte nette pour le trimestre se serait élevée à (52 810 \$), tout près du bénéfice net. Conséquence directe de la dépréciation des actifs incorporels, nos charges d'amortissement trimestrielles pour les actifs incorporels seront réduites d'environ 8 000 \$ dès le prochain trimestre.

BAIIA

Le BAIIA pour ce trimestre a atteint 1,3 M \$, contre 369 211 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2011. La juste valeur des contreparties conditionnelles a été réduite sur la base des ventes réelles et prévisionnelles de certains équipements en eaux usées et cette réduction a eu un effet positif de 0,8 M \$ sur le BAIIA du trimestre. Excluant cet effet, le BAIIA pour le trimestre se serait élevé à 434 551 \$. Les revenus plus élevés enregistrés durant ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et le niveau relativement stable des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs ont également contribué à générer un BAIIA positif. La Société a renoué rapidement et solidement avec un BAIIA positif ce trimestre, après un BAIIA négatif pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011.

Autres gains (pertes) – nets

Les autres gains (pertes) – nets, qui se sont élevés à (26 680 \$) pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, contre 47 123 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, sont principalement composés d'une perte de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 221 023 \$ pour la période terminée le 31 mars 2012, contre 177 950 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 30 899 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme, et 7 595 \$ correspondent à la désactualisation sur les contreparties conditionnelles.

Quote-part des pertes dans une coentreprise

La quote-part des pertes dans une coentreprise s'est élevée à 100 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, contre une quote-part de gains de 183 956 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2011. Cette perte est en grande partie attribuable à la réalisation du premier projet de grande envergure par la coentreprise de la Société, projet qui a été complété et livré au client en avril 2012.

Perte nette

La perte nette s'élevait à (7 651 400 \$) ou (0,127 \$ par action) pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, contre (125 006 \$) ou (0,002 \$ par action) pour le troisième trimestre de l'exercice 2011. Excluant la perte non-monnaire de (8,2 M \$) relative à la dépréciation du goodwill, la dépréciation des actifs incorporels de (0,2 M \$), la variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles de 0,8 M \$ et l'économie d'impôts différés de 0,2 M \$, la perte nette pour le trimestre se serait élevée à (52 810 \$), à quelques pas seulement du bénéfice net.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2012, 2013, 2017 et 2022 à verser un montant de 3 427 084 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 524 878 \$ en 2012, 425 645 \$ en 2013, 406 082 \$ en 2014, 414 925 \$ en 2015 et 423 993 \$ en 2016.

Informations sur le capital-actions

En date du 31 mars 2012, 60 145 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Aucune action n'a été émise au cours de ce trimestre.

BILANS

Tandis que le fonds de roulement de la Société a baissé de 6,2 M \$ au 30 juin 2011 à 5 M \$ au 31 mars 2012, le ratio d'endettement à court terme de la Société a également légèrement baissé, passant de 1,76 à 1,45, ce qui reflète les importants progrès réalisés dans l'exécution des projets et un volume plus élevé d'activité manufacturière, ainsi qu'une plus grande utilisation des facilités de crédit renouvelables de la Société.

La dette nette excluant les contreparties conditionnelles, qui s'élevait à 6,7 M \$ au 31 mars 2012, a augmenté de près de 2 M \$, comparativement aux 4,7 M \$ enregistrés au 30 juin 2011. Cette augmentation est principalement due à la baisse générale du fonds de roulement, causée elle-même par le volume plus élevé d'activités de fabrication et d'approvisionnement.

Les capitaux propres s'élevaient à 13,1 M \$ au 31 mars 2012, contre 21,5 M \$ au 30 juin 2011. Au 31 mars 2012, le ratio d'endettement net était de 0,54, contre 0,22 au 30 juin 2011, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 mars 2012	Période terminée le 30 juin 2011
Fonds de roulement	5 011 284	6 192 049
Ratio d'endettement à court terme	1,45	1,76
Dette nette ¹	6 735 730	4 749 073
Capitaux propres	13 097 199	21 534 615
Ratio d'endettement net	0,51	0,22

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents, mais exclut les contreparties conditionnelles.

Au 31 mars 2012, les débiteurs s'élevaient à 9,2 M \$, contre 7,8 M \$ au 30 juin 2011. Cette augmentation de 1,3 M \$ peut être attribuée à un plus haut niveau de facturation durant le trimestre, alors qu'un plus grand nombre de projets actifs atteignait les étapes clés de facturation. Une partie des comptes débiteurs de la Société sont garantis par Exportation et Développement Canada.

Les stocks ont augmenté de 0,3 M \$, passant à 2,6 M \$ au 31 mars 2012 contre 2,2 M \$ au 30 juin 2011. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des commandes et réceptions de matières premières pour les projets en cours, qui viennent d'entrer dans les phases de fabrication et d'assemblage. En comparaison avec le trimestre précédent terminé le 31 décembre 2011, les stocks ont diminué de 0,3 M \$ ce trimestre, principalement en raison de la vente des produits finis fabriqués au cours de l'été précédent en préparation de la saison acéricole qui a débuté en plein milieu du trimestre.

Les coûts engagés sur excédent de facturation ont augmenté de 0,5 M \$, passant de 2,3 M \$ au 30 juin 2011 à 2,8 M \$ au 31 mars 2012, une augmentation due en grande partie à un plus grand nombre de projets actifs et aux différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de facturation sur coûts engagés a augmenté de 0,6 M \$, passant de 1,3 M \$ au 30 juin 2011 à 1,9 M \$ au 31 mars 2012. Cette augmentation s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 0,4 M \$, passant de 4,2 M \$ au 30 juin 2011 à 4,6 M \$ au 31 mars 2012. Cette augmentation s'explique en grande partie par un niveau plus élevé de projets actifs entrant dans la phase de production, pour lesquels nous achetons des composantes clés durant cette seconde moitié de l'exercice 2012.

Les contreparties conditionnelles ont atteint 0,9 M \$ au 31 mars 2012, contre 2,2 M \$ au 30 juin 2011. Cette baisse est due à la réduction de la juste valeur des contreparties conditionnelles sur la base des ventes réelles et prévisionnelles de certains équipements en eaux usées, aux paiements d'une valeur de 0,5 M \$ effectués au cours de la première

moitié de l'exercice 2012 et à la désactualisation. Sur les 0,9 M \$ de contreparties conditionnelles, un montant de 0,25 M \$ doit être payé au cours des 12 prochains mois, le solde (0,7 M \$) sur une période s'étirant jusqu'en 2018.

SITUATION FINANCIÈRE

Avant la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation, les activités d'exploitation ont généré 566 586 \$ de fonds pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, contre 346 024 \$ de fonds générés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 mars 2011, ce qui marque une progression principalement due aux revenus plus élevés. En vertu des IFRS, la direction a décidé de présenter les intérêts payés dans le cadre des activités de financement, et non dans des activités d'exploitation comme c'était le cas selon les PCGR précédents.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, les activités d'investissement ont généré 218 825 \$ de liquidités nettes, attribuables en grande partie à la disposition de certificats de placement garanti requis dans le cadre d'appels d'offres internationaux maintenant terminés.

Les activités de financement ont généré des liquidités nettes de 439 682 \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, contre 205 380 \$ de fonds générés durant la période correspondante terminée le 31 mars 2011. Cette augmentation des fonds générés par les activités de financement est principalement due à l'utilisation de l'emprunt bancaire, qui a induit une augmentation nette s'élevant à 652 318 \$. L'utilisation d'un moratoire de six mois sur le remboursement en capital des dettes à long terme a également eu un impact positif sur les activités de financement. En décembre 2011, la Société a eu recours à un second moratoire de six mois sur le remboursement en capital des dettes à long terme pour lui permettre d'exécuter son carnet de commandes record. En vertu des IFRS, la direction a décidé de présenter les intérêts payés dans le cadre des activités de financement, et non des activités d'exploitation comme c'était le cas selon les PCGR précédents.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non vérifiée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze derniers mois
	31 mars 2012	31 décembre 2011	30 septembre 2011	30 juin 2011	
Revenus	10 222 312	7 056 495	7 069 768	7 826 146	32 174 721
BAIIA	1 284 053	(707 814)	239 387	(107 679)	707 947
Perte nette	(7 651 400)	(1 214 510)	(88 216)	(72 989)	(9 027 115)
BPA de base et dilué	(0,127)	(0,020)	(0,001)	(0,001)	(0,150)

	Périodes de trois mois terminées le				Douze mois précédents
	31 mars 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 juin 2010 ⁽¹⁾	
Revenus	7 126 952	6 354 087	6 325 081	5 921 355	25 727 475
BAIIA	369 211	(23 624)	(87 863)	(785 178)	(527 094)
Perte nette	(125 006)	(523 693)	(629 610)	(6 220 440)	(7 498 749)
BPA de base et dilué	(0,002)	(0,009)	(0,010)	(0,113)	(0,136)

(1) Les données présentées pour 2010 n'ont pas été ajustées pour refléter les nouvelles normes IFRS. Seules les données 2011 ont été ajustées.

GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres et la dette à long terme diminués de l'encaisse et des placements détenus à des fins de transaction et jusqu'à échéance. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société a établi ses états financiers consolidés intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les états financiers consolidés de la Société au et pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 seront les premiers états financiers annuels établis conformément aux IFRS; la Société explique ces choix par rapport à IFRS 1 « Première adoption des IFRS » à la note 20 de ses états financiers.

La Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables à son bilan consolidé d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 20 des états financiers pour le trimestre se terminant le 31 mars 2012 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur le bilan consolidé, le résultat consolidé, la perte étendue consolidée et le flux de trésorerie consolidé déjà publiés par la Société, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2011. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2012, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

La description complète des conventions et estimations comptables est présentée dans la section correspondante des états financiers de la Société pour le trimestre terminé le 31 mars 2012.

Les estimations, les hypothèses et les jugements sont examinés régulièrement par la Société et sont fondés sur des expériences passées et sur d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont censées être raisonnables dans les circonstances.

La Société fait des estimations, élabore des hypothèses et émet des jugements concernant l'avenir. Les estimations, les hypothèses et les jugements qui risquent d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours du prochain exercice sont abordés ci-dessous. Il est possible que les résultats actuels diffèrent de ses estimations.

Constataion des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la date de clôture. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement aux étapes, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

Dépréciation du goodwill et d'autres actifs à long terme

À chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs à long terme ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour le goodwill et les autres actifs à long terme.

Impôts sur les bénéfices et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfices, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouverts en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Durée de vie utiles des actifs amortissables

La direction examine les durées de vie utiles des actifs amortissables à chaque date de clôture. Au 31 mars 2012, la direction évalue que les durées de vie utiles représentent la période estimée d'utilisation des actifs de la Société. Les résultats réels pourraient toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de changements sur le marché, notamment pour l'équipement informatique, les relations clients, les marques de commerce, les brevets et les logiciels.

Contreparties conditionnelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties conditionnelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises. Toutefois, les contreparties conditionnelles réelles pourraient varier en raison de changements imprévus dans les activités des entités acquises.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 mars 2012, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 mars 2012, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,3 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2013. De ces lettres de crédit, un montant de 1,1 M \$ est garanti par un certificat de placement. Le solde restant, d'un montant de 0,2 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et la directrice des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la directrice des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la directrice des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre, il n'y a eu aucune modification des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Troisième trimestre se terminant le
31 mars 2012

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés inclus au présent rapport n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de H₂O Innovation inc.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (en dollars canadiens)
 (non audités)

	31 mars 2012	30 juin 2011
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents	315 444	440 356
Certificats de placement garanti	1 147 425	1 412 963
Débiteurs (note 4)	9 158 705	7 828 476
Stocks (note 5)	2 555 088	2 230 656
Coûts engagés sur excédent de facturation	2 788 391	2 264 941
Frais payés d'avance	138 800	198 504
	16 103 853	14 375 896
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	2 042 422	2 065 814
Actifs incorporels (note 6)	5 294 897	6 124 548
Participation dans une coentreprise	-	88 041
Autres actifs	42 669	41 942
Goodwill (note 7)	2 338 038	10 179 427
Actifs d'impôts différés	2 010 622	1 627 665
	27 832 501	34 503 333
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	144 700	291 520
Emprunts bancaires	3 261 795	1 353 625
Créditeurs et charges à payer (note 8)	4 643 593	4 181 901
Provisions (note 9)	29 943	32 300
Excédent de facturation sur coûts engagés	1 910 823	1 310 866
Impôts sur les bénéficiaires à payer	-	7 649
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 11)	849 220	319 108
Contreparties conditionnelles (note 10)	252 495	686 878
	11 092 569	8 183 847
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 11)	2 795 459	3 225 176
Contreparties conditionnelles (note 10)	679 886	1 521 794
Participation nette dans une coentreprise	119 351	-
Loyers différés	48 037	37 901
	14 735 302	12 968 718
CAPITAUX PROPRES		
Capital social		
Capital social	45 852 436	45 852 436
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 13)	1 852 919	1 734 952
Réserve pour les bons de souscription	10 142 512	10 143 677
Déficit	(43 227 899)	(34 273 772)
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 522 769)	(1 922 678)
	13 097 199	21 534 615
	27 832 501	34 503 333

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré



Président et chef de la direction

Philippe Gervais



Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2012 et 2011

(en dollars canadiens, sauf les données relatives aux actions)

(non audités)

	ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H ₂ O INNOVATION INC.							Cumul des autres éléments du résultat global	Total
	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Réserves			Déficit			
			Composante capitaux propres de la débenture convertible	Options d'achat d'actions (note 13)	Bons de souscription				
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au 1^{er} juillet 2010	60 120 832	45 844 856	301 023	1 451 585	10 001 890	(33 240 287)	-	24 359 067	
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	-	206 541	-	-	-	206 541	
Juste valeur des options d'achats d'actions exercées	25 000	13 000	-	(5 000)	-	-	-	8 000	
Frais d'émission d'action dans le cadre de financements privés	-	(5 420)	-	-	-	-	-	(5 420)	
Perte nette pour la période	-	-	-	-	-	(1 278 309)	-	(1 278 309)	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	(1 852 598)	(1 852 598)	
Solde au 31 mars 2011	60 145 832	45 852 436	301 023	1 653 126	(10 001 890)	(34 518 596)	(1 852 598)	21 437 281	
Solde au 1^{er} juillet 2011	60 145 832	45 852 436	-	1 734 952	10 143 677	(34 273 772)	(1 922 678)	21 534 615	
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	-	117 967	-	-	-	117 967	
Frais d'émission de bons de souscription dans le cadre de financements privés	-	-	-	-	(1 165)	-	-	(1 165)	
Perte nette pour la période	-	-	-	-	-	(8 954 127)	-	(8 954 127)	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	399 909	399 909	
Solde au 31 mars 2012	60 145 832	45 852 436	-	1 852 919	10 142 512	(43 227 899)	(1 522 769)	13 097 199	

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA PERTE
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2012 et 2011
(en dollars canadiens, sauf les données relatives aux actions)
(non audités)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 17)	10 222 312	7 126 952	24 348 575	19 806 120
Coût des marchandises vendues (note 14 a))	7 521 805	4 747 829	18 310 510	13 548 373
Bénéfice brut	2 700 507	2 379 123	6 038 065	6 257 747
Charges d'exploitation (note 14 a))	177 749	302 263	464 393	917 890
Frais de vente (note 14 a))	993 043	885 194	2 811 716	2 676 510
Frais administratifs (note 14 a))	1 022 044	959 289	2 796 783	2 505 168
Amortissement des immobilisations corporelles (note 14 b))	75 233	75 050	221 569	224 959
Amortissement des actifs incorporels (note 14 b))	191 134	233 505	667 418	717 323
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles (note 10)	(849 502)	-	(849 502)	-
Dépréciation des actifs incorporels (note 6)	378 728	-	378 728	-
Dépréciation du goodwill (note 7)	8 221 423	-	8 221 423	-
Autres (gains) pertes – nets (note 14c))	(26 880)	47 123	(396 120)	23 777
	10 182 972	2 502 424	14 316 408	7 065 627
Perte d'exploitation	(7 482 465)	(123 301)	(8 278 343)	(807 880)
Produits financiers	(5 567)	(20 641)	(16 945)	(29 883)
Charges financières	226 590	198 591	626 836	615 922
Charges financières – nettes	221 023	177 950	609 891	586 039
Quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise	100 000	(183 956)	395 169	(123 322)
	321 023	(6 006)	1 005 060	462 717
Perte avant impôts sur les bénéfices	(7 803 488)	(117 294)	(9 283 403)	(1 270 597)
Économie d'impôts exigibles	(29)	7 712	(29)	7 712
Économie d'impôts différés	(152 059)	-	(329 247)	-
Perte nette pour la période	(7 651 400)	(125 006)	(8 954 127)	(1 278 309)
Perte nette par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
Perte nette de base par action	(0,127)	(0,002)	(0,149)	(0,021)
Perte nette diluée par action	(0,127)	(0,002)	(0,149)	(0,021)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 15)	60 145 832	60 145 832	60 145 832	60 141 087

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

H₂O INNOVATION INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2012 et 2011
(en dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour la période	(7 651 400)	(125 006)	(8 954 127)	(1 278 309)
Autres éléments du résultat global				
Écart de conversion	(337 214)	(443 125)	399 909	(1 852 598)
Résultat global pour la période	(7 988 614)	(568 131)	(8 554 218)	(3 130 907)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 mars 2012 et 2011
(en dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Perte nette pour la période	(7 651 400)	(125 006)	(8 954 127)	(1 278 309)
Éléments hors caisse				
Charge financières – nettes	221 023	177 950	609 891	586 039
Amortissement des immobilisations corporelles	75 233	75 050	221 569	224 959
Amortissement des actifs incorporels	191 134	233 505	667 418	717 323
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	(849 502)	-	(849 502)	-
Dépréciation des actifs incorporels	378 728	-	378 728	-
Dépréciation du goodwill	8 221 423	-	8 221 423	-
Loyers différés	2 954	(3 265)	8 867	(9 793)
Charges de rémunération à base d'actions	29 052	95 870	117 967	206 542
Quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise	100 000	(108 081)	407 414	(39 447)
Économie d'impôts différés	(152 059)	-	(329 247)	-
	566 586	346 024	500 401	407 314
Variation des éléments du fonds de roulement (note 16 a))	(991 400)	50 930	(1 256 087)	(2 441 426)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation	(424 814)	396 954	(755 686)	(2 034 112)
Intérêts reçus	5 567	20 641	16 945	29 883
Impôts sur les bénéfices payés	-	-	(5 976)	-
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités d'exploitation	(419 247)	417 595	(744 717)	(2 004 229)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Disposition de certificats de placement garanti	361 286	-	476 688	39 298
Acquisition de certificats de placement garanti	(111 150)	(80 652)	(211 150)	(227 762)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(27 886)	(6 821)	(182 407)	(185 619)
Investissement dans une coentreprise	-	-	(200 022)	-
Acquisitions d'actifs incorporels	(3 425)	5 418	(10 660)	(4 328)
Contreparties conditionnelles payées	-	(250 350)	(515 745)	(1 088 591)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités d'investissement	218 825	(332 405)	(643 296)	(1 467 002)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	652 318	465 915	1 908 171	2 141 666
Remboursement de la dette à long terme	(6 558)	(162 516)	(13 504)	(503 597)
Dette long terme contractée	-	-	-	124 692
Intérêts payés	(206 078)	(98 019)	(508 817)	(412 194)
Émission d'actions	-	-	-	8 000
Frais d'émission de bons de souscription	-	-	(1 165)	-
Frais d'émissions d'actions	-	-	-	(5 420)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités de financement	439 682	205 380	1 384 685	1 353 147
Variation nette de la trésorerie et équivalents	239 260	290 570	(3 328)	(2 118 084)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents	(19 309)	(48 782)	25 236	(70 642)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et équivalents	219 951	241 788	21 908	(2 188 726)
Trésorerie et équivalents – Début de période (note 16 b))	(49 207)	155 533	148 836	2 586 047
Trésorerie et équivalents – Fin de période (note 16 b))	170 744	397 321	170 744	397 321

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)
(en dollars canadiens)**

1. Constitution et nature des activités

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des solutions novatrices pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées, par la mise au point de systèmes de filtration membranaire et de procédés de traitements biologiques alternatifs qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le 15 décembre 2011, le siège social de la Société a été déménagé au 330, rue Saint-Vallier Est, suite 340, Québec (Québec), Canada. Le siège social de la Société était auparavant situé au 420 boul. Charest Est, suite 240, Québec (Québec), Canada.

Le 14 mai 2012, le conseil d'administration de la Société a révisé les présents états financiers consolidés intérimaires résumés et autorisé leur publication.

2. Résumé des principales conventions comptables

Base d'établissement

La Société établit ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tels qu'établis dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été révisé de manière à intégrer les Normes internationales d'information financière (« IFRS »); il exige désormais des entités ayant une obligation publique de rendre des comptes d'appliquer ces normes pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information sur cette base dans ses états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice financier 2012. Dans les présents états financiers, les « PCGR du Canada » s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers intermédiaires, incluant IAS 34 et IFRS 1. À l'exception de certains choix liés à la transition et présentés à la note 20, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans ses états de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 20 traite de l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2010.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 14 mai 2012, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé ces états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui sont appliqués dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 30 juin 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, incluant les ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société établis conformément aux PCGR du Canada au 30 juin 2011 et au 30 juin 2010 et pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. La note 20 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice terminé le 30 juin 2011 qui est significative pour la compréhension des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intègrent les comptes de la Société et de ses filiales détenues à 100 %, à savoir H₂O Innovation USA, Inc., H₂O Innovation USA Holding, Inc. et Professional Water Technologies, LLP.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Participation dans une coentreprise

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'une activité économique sous contrôle conjoint, c'est-à-dire que les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant aux activités de la coentreprise exigent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les coentreprises impliquant la création d'une entité distincte dans laquelle chaque coentrepreneur détient une participation sont désignées comme des entités contrôlées conjointement. En vertu de la méthode de mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont constatées dans les états consolidés de la situation financière au coût et ensuite ajusté pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de la Société dans l'actif net de la coentreprise, déduction faite de toute dépréciation dans la valeur des investissements individuels. Les pertes d'une coentreprise excédant la participation de la Société dans cette coentreprise (qui inclut tout intérêt à long terme qui, en substance, fait partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise) ne sont comptabilisées que dans la mesure où la Société a encouru des obligations légales ou implicites ou effectué des paiements pour le compte de la coentreprise.

Lorsque la Société transige avec la coentreprise, les pertes et profits sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans la coentreprise.

Filiales

Les filiales sont les entités juridiques dont la Société peut diriger la politique financière et opérationnelle, supposant généralement une possession de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'impact des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération quand la Société détermine si elle contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert de contrôle à la Société et ne sont plus consolidées à compter de la date où ce contrôle cesse.

Les opérations intersociétés, les soldes et les gains non matérialisés sur les transactions entre sociétés d'un groupe sont éliminés. Les pertes non matérialisées sont également éliminées. Le cas échéant, les politiques comptables des filiales ont été modifiées pour s'harmoniser à celles adoptées par la Société.

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées à l'aide de la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises est mesurée à sa juste valeur, qui est évaluée comme la somme des justes valeurs des actifs transférés par la Société, des passifs engagés par la Société aux précédents propriétaires de l'entreprise acquise et des participations émises par la Société en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les charges liées à l'acquisition sont généralement portées aux résultats au moment où elles sont engagées.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, avec les exceptions suivantes :

- Les actifs ou passifs d'impôts différés et les passifs ou actifs liés au régime d'avantages sociaux sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12 *Impôts sur les bénéfices* et IAS 19 *Avantages du personnel* respectivement;
- Les actifs (ou groupes destinés à être cédés) classés en tant que détenus en vue de la vente conformément à IFRS 5 *Actifs à long terme détenus en vue de la vente et activités abandonnées* sont évalués conformément à cette norme.

Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Si, suite à la réévaluation, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans les résultats en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Les participations qui ne donnent pas le contrôle, qui sont des titres de propriété actuels et qui donnent droit à leur titulaire à une part proportionnelle des actifs nets de l'entité en cas de liquidation peuvent être évaluées soit à leur juste valeur soit à leur quote-part du montant comptabilisé des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le choix de la méthode d'évaluation s'effectue au cas par cas selon la transaction. Les autres types de participations qui ne donnent pas le contrôle sont évalués à leur juste valeur ou, le cas échéant, selon la méthode spécifiée dans une autre IFRS.

Si la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises inclut des actifs ou passifs résultant d'une entente de contrepartie conditionnelle, la contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition et incluse dans la contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises. Les variations dans la juste valeur de la contrepartie conditionnelle pouvant être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation sont reflétées de façon rétrospective, les variations correspondantes étant portées en contrepartie du goodwill. Les ajustements de la période d'évaluation sont des ajustements qui résultent d'informations complémentaires obtenues durant la « période d'évaluation » (qui ne peut excéder un an à compter de la date d'acquisition) relativement à des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

La comptabilisation ultérieure des variations de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle qui ne peuvent être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation dépend de la façon dont la contrepartie conditionnelle est classée. Les contreparties conditionnelles classées en capitaux propres ne sont pas soumises à réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure et leur règlement ultérieur est comptabilisé dans les capitaux propres. Toute contrepartie conditionnelle classée dans les actifs ou passifs est soumise à une réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure conformément à *IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, ou *IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, tel qu'approprié, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les résultats.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises s'effectue par étapes, la participation précédemment détenue par la Société dans l'entreprise acquise est soumise à une réévaluation à sa juste valeur à la date d'acquisition (soit à la date à laquelle la Société obtient le contrôle); le gain ou la perte qui en résulte, le cas échéant, est comptabilisé aux résultats. Les montants résultant des participations dans l'entreprise acquise préalablement à la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans d'autres résultats globaux sont reclassés en pertes ou profits, selon ce qui serait le plus approprié comme traitement si ces participations devaient être cédées.

Si la comptabilisation initiale liée à un regroupement d'entreprise est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement est survenu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation (voir ci-dessus), ou bien des actifs ou passifs complémentaires sont comptabilisés afin de refléter les nouvelles informations obtenues relativement aux faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, si identifiées, auraient affecté les montants comptabilisés à cette date.

Monnaie de présentation et filiales étrangères

La monnaie de présentation de la Société est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de l'entité canadienne est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de la filiale étrangère située aux États-Unis d'Amérique est le dollar US. La monnaie fonctionnelle de la coentreprise est la roupie indienne.

Conversion des devises

Les actifs et de passif monétaires de l'entité canadienne libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres actifs et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période, à l'exception des produits et charges liés aux éléments non-monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Les actifs et le passif des filiales étrangères et de la coentreprise sont convertis en dollar canadien aux taux de change en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyen pour la période, à moins que les taux de change fluctuent de manière significative durant cette période, auquel cas les taux de change en vigueur aux dates d'opération seront utilisés. Les éventuels écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés en capitaux propres au poste « Autres éléments du résultat global ».

Les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une opération étrangère sont considérés comme des actifs et de passif de l'opération étrangère et sont convertis au taux de clôture.

Actifs et passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel que décrit ci-après :

Classement

Trésorerie et équivalents	Prêts et créances
Certificats de placement garanti	Prêts et créances
Débiteurs excluant les crédits d'impôts à recevoir	Prêts et créances
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers
Débeture convertible	Autres passifs financiers

Mesure

Les instruments financiers sont mesurés initialement à leur juste valeur. Par la suite, les prêts et créances et autres passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont comptabilisés en déduction du coût des actifs et passifs financiers.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie inclut l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides pouvant être convertis en un montant d'encaisse connu et dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et selon la méthode du prix de revient complet pour les produits finis. La méthode du prix de revient complet utilisée par la Société inclut le coût des matières premières, les coûts liés à la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication.

Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Le coût comprend les dépenses attribuables à l'acquisition des biens. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire qui attribue le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle sur sa durée de vie utile estimée; pour les bâtiments, le calcul de l'amortissement par composante est également utilisé pour les composantes ayant des durées de vie utiles différentes. Voici les durées correspondantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Bâtiments	25-40 ans
Machinerie et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Mobiliers, agencements et matériel de bureau	10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail

Les durées de vie utiles, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à chaque fin d'exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement.

Le gain ou la perte résultant de la cession ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle représente l'écart entre le prix de vente et la valeur comptable de l'actif, écart qui est inscrit à l'état des résultats (pertes).

Actifs incorporels

Les actifs incorporels acquis sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Ils sont amortis sur leurs durées de vie utiles estimées. Les charges d'amortissement sont portées aux résultats au poste « Amortissement des actifs incorporels ».

La Société utilise les méthodes d'amortissement suivantes :

Actifs incorporels acquis séparément

Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de sept (7) ans.

Actifs incorporels acquis lors d'un regroupement d'entreprises

Les droits sur technologies et les technologies sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de sept (7) et quinze (15) ans, respectivement.

Les brevets, les marques de commerce et la propriété intellectuelle sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de quinze (15), dix-huit (18) et vingt (20) ans, respectivement.

Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de cinq (5) à quinze (15) ans.

Le réseau de distribution est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq (5) ans.

Goodwill

Le goodwill généré lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (date d'acquisition). Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs assumés.

Si la participation de la Société dans la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats (pertes) en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Le goodwill n'est pas amorti et est soumis au test de dépréciation au moins une fois par an. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société ou à un groupe d'unités génératrices de trésorerie présumés bénéficier des synergies du regroupement. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles du goodwill a été affecté sont soumises à des tests de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment s'il existe une indication qu'une unité soit susceptible d'avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est affectée en premier lieu pour réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans une période ultérieure.

La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel au cours du troisième trimestre de chaque exercice.

En cas de cession d'une filiale, le goodwill correspondant est inclus dans le calcul du profit ou de la perte lié à la transaction.

Autres actifs

Les autres actifs sont composés principalement de dépôts de garantie et sont comptabilisés au coût.

Dépréciation des actifs à long terme excluant le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société examine la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et de ses actifs incorporels pour déterminer s'il existe une indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur (le cas échéant). Pour les besoins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas auquel ils peuvent générer des flux de trésorerie isolables (unités génératrices de trésorerie). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si une base raisonnable et cohérente d'allocation peut être identifiée, les actifs communs sont alloués aux différentes unités génératrices de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont attribués au plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie pour lequel une base de répartition raisonnable et cohérente peut être identifiée.

Les actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéfinie et les actifs incorporels non encore disponibles sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an, et dès qu'il existe une indication que l'actif a subi une perte de valeur.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisés à leur valeur actuelle à l'aide du taux d'actualisation avant effet d'impôt qui reflète les conditions en vigueur sur le marché en termes de valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustés.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats (pertes).

Lorsque une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, sans toutefois être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours des années précédentes. Une reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats (pertes).

Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et des rabais estimés, ou autres allocations similaires.

Ventes de produits consommables

Les revenus provenant de la vente de produits consommables sont comptabilisés lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des conditions suivantes :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Contrats de fabrication

Les contrats de fabrication sont soumis à l'application d'*IAS 11 Contrats de construction*. Si le résultat d'un contrat de fabrication peut être estimé de façon fiable, les revenus et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité contractuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, lequel degré d'avancement est calculé en fonction des étapes atteintes du contrat (telles que notamment l'approbation des dessins, l'acceptation des schémas de tuyauterie et d'instrumentation, l'assemblage, l'inspection, le démarrage et l'acceptation de l'équipement) qui représentent le rapport entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat. Les modifications dans l'étendue des travaux compris au contrat et les réclamations sont incluses dans la mesure où le montant peut être calculé de façon fiable et que leur encaissement est considéré comme probable.

Si le résultat d'un contrat de fabrication ne peut être estimé de façon fiable, les revenus du contrat sont comptabilisés jusqu'à concurrence des coûts engagés pour le contrat s'il est probable qu'ils seront recouvrables. Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges pour la période pendant laquelle ils sont engagés.

S'il est probable que les coûts totaux du contrat excéderont les revenus totaux du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Revenus d'intérêt

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société et que le montant des revenus peut être calculé de façon fiable selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Capital social

Le capital social autorisé par la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires (soit des actions votantes et participantes), sans valeur nominale, et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de premier et deuxième rangs, pouvant être émises en séries, comportant des droits et privilèges spécifiques à chaque catégorie.

Les actions ordinaires sont classées à titre de capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, déduction faite de toute incidence fiscale.

Charges de rémunération à base d'actions

La Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants fournissant des services à la Société et comptabilise ces attributions conformément à *IFRS 2 Paiement fondé sur des actions*. Les options d'achat d'actions attribuées aux administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants sont calculées à leur juste valeur (excluant l'effet des conditions d'acquisition autres que les conditions du marché) à la date d'attribution. Les détails relatifs à la comptabilisation de la juste valeur des transactions fondées sur des actions sont disponibles à la note 17.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

La juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes, et est portée aux résultats consolidés en charges de rémunération à l'aide d'un programme d'acquisition graduelle sur la durée d'acquisition, en tenant compte de l'estimation par la Société du nombre d'actions qui seront finalement acquises. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. L'impact de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est porté aux résultats de manière à ce que le cumul des charges de rémunération reflète l'estimation révisée, avec une contrepartie directe en « Réserve pour les options d'achat d'actions ».

Toute contrepartie reçue par la Société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions – et la composante « Réserve pour les options d'achat d'actions » découlant de la rémunération à base d'actions est versée au capital-actions lors de l'émission des actions.

Bons de souscription

La Société applique la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes et est constatée au poste « Capital-actions » ou « Dette à long terme » selon la source de financement, avec une contrepartie à la « Réserve pour les bons de souscription ». Lorsque les bons de souscription sont exercés, la composante « Réserve pour les bons de souscription » et les produits reçus par la Société sont crédités au capital-actions.

Frais de recherche et développement et crédits d'impôt pour une société établie dans le Carrefour de la Nouvelle Économie (« CNE ») et relatifs à la recherche et au développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Cependant, les frais de développement sont reportés lorsqu'ils respectent les critères généralement reconnus pour leur report dans la mesure où leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les crédits d'impôt pour une société établie au CNE et relatifs à la recherche et au développement sont comptabilisés au cours de l'exercice où les frais sont engagés, dans la mesure où la Société a l'assurance raisonnable de recevoir ces crédits. Ces crédits d'impôt sont présentés en contrepartie des frais de recherche et développement.

Ces crédits d'impôt doivent être examinés par les autorités fiscales. Il est donc possible que les montants accordés diffèrent des montants comptabilisés.

La Société a droit aux crédits d'impôts à la recherche scientifique et au développement expérimental (« RS&DE ») accordés par le gouvernement fédéral canadien (« Fédéral ») et par le gouvernement de la Province du Québec (« Provincial »). Les crédits d'impôts à la RS&DE du Fédéral sont appliqués aux dépenses de RS&DE canadiennes admissibles au taux de 20 % et peuvent être uniquement utilisés en réduction des impôts sur les bénéfices du Fédéral autrement payables. Les crédits d'impôts remboursables à la RS&DE du Provincial sont généralement appliqués aux salaires, à la sous-traitance et aux dépenses de contrats universitaires de RS&DE admissibles, engagés dans la Province du Québec, au taux de 17,5 % sur les montants de base admissibles.

Les crédits d'impôts et autres subventions sont comptabilisés à l'aide de la méthode de réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôts et subventions sont inscrits en réduction des frais afférents ou des dépenses en capital dans la période au cours de laquelle les dépenses sont engagées, à condition que la Société ait l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits ou subventions.

Impôts

La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est constaté aux résultats en charges ou produits, sauf s'il concerne des éléments inclus dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est constaté dans les capitaux propres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Impôt exigible

L'impôt exigible est calculé sur la base des résultats de la période ajustés pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles. L'impôt exigible est calculé sur la base des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon l'approche de la méthode de différence temporelle et représente l'impôt qui devra vraisemblablement être payable ou recouvrable sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs dans l'état de la situation financière et les valeurs fiscales correspondantes selon la manière dont la valeur comptable des actifs et passifs doit être réalisée ou réglée, à l'aide des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles taxables. Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour des différences temporelles taxables résultant de participations dans des filiales ou coentreprises, sauf quand la reprise de la différence temporelle peut être contrôlée et lorsqu'il est probable que la différence ne sera pas reprise dans un futur prévisible.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles sur lesquels il sera possible d'imputer les différences temporelles déductibles. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est révisée à chaque date de bilan et réduite dans la mesure où il n'est plus probable que suffisamment de bénéfices imposables soient disponibles pour permettre de recouvrir tout ou une partie de l'actif.

Les passifs d'impôts différés ne sont pas comptabilisés sur des différences temporelles qui surviennent d'un goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas reconnus au regard des différences temporelles qui surviennent de la comptabilisation initiale des actifs et passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Information sectorielle

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le processus de reddition des comptes interne fournis au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable d'affecter les ressources et d'évaluer la performance des secteurs d'activités, a été identifié comme étant le chef de la direction, qui prend des décisions stratégiques.

Les revenus sectoriels représentent les ventes par secteur. Il s'agit de la mesure présentée au principal décideur opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources et l'évaluation de la performance sectorielle.

Perte nette par action

La perte nette de base par action ordinaire est calculée en divisant le résultat net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La perte diluée par action est calculée en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les options d'achat actions, les bons de souscription et la débenture convertible visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date de leur émission, si elle est postérieure. La méthode du rachat d'actions permet de déterminer l'effet de dilution des options d'achat actions et des bons de souscription, et la méthode de la conversion hypothétique est utilisée pour les débentures convertibles.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, s'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Le montant de la provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Lorsqu'une partie ou la totalité des avantages économiques requis pour éteindre une obligation doit être recouvrée d'un tiers, une créance est comptabilisée dans les actifs s'il est pratiquement certain que le remboursement sera reçu et que le montant de la créance peut être calculé de façon fiable.

Garanties

Des provisions pour le coût attendu des obligations de garantie sont comptabilisées à la date de vente des produits correspondants, sur la base de la meilleure estimation par la direction des dépenses requises pour éteindre l'obligation de la Société.

La provision pour les réclamations de garantie correspond à la meilleure estimation de la direction à sa valeur actuelle des avantages économiques futurs qui seront requis pour satisfaire les obligations de la Société en matière de garanties. L'estimation a été faite sur la base des tendances historiques et peut varier en cas de nouveaux matériaux, modifications des procédés de fabrication ou tout autre événement affectant la qualité du produit.

La Société offre à ses clients des garanties de durées variables en fonction de chaque contrat.

3. Estimations comptables, hypothèses et jugements critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la Société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats qui sont par nature incertains et susceptibles d'être modifiés.

Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la Société.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement aux étapes, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Dépréciation du goodwill et des autres actifs à long terme

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs à long terme ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour le goodwill et les autres actifs à long terme.

Impôts sur les bénéfices et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfices, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouverts en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Durée de vie utiles des actifs amortissables

La direction examine les durées de vie utiles des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Au 31 mars 2012, la direction évalue que les durées de vie utiles représentent la période estimée d'utilisation des actifs de la Société. Les résultats réels pourraient toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de changements sur le marché, notamment pour l'équipement informatique, les relations clients, les marques de commerce, les brevets et les logiciels.

Contreparties conditionnelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties conditionnelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises. Toutefois, les contreparties conditionnelles réelles pourraient varier en raison de changements imprévus dans les activités des entités acquises.

Rémunération fondée sur des actions et autres paiements fondés sur des actions

La Société a établi un régime d'options sur actions, qui est décrit à la note 2. La Société a recours à la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées. La juste valeur des options sur actions est établie au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes, lequel requiert la formulation de certaines hypothèses, notamment à l'égard de la volatilité future du cours de l'action et de la durée de vie attendue des instruments.

La durée de vie attendue des instruments est estimée en fonction de leur durée de vie contractuelle. La volatilité attendue est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période équivalente à la durée de vie contractuelle.

Bons de souscription

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes tel que décrit à la note 2.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

4. Débiteurs

	Au 31 mars 2012	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Comptes clients	7 938 555	6 791 625
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	808 305	566 938
Provision pour créances douteuses	(3 720)	(3 720)
	8 743 140	7 354 843
Crédits d'impôt à recevoir	161 653	157 990
Autres créances	253 912	315 643
	9 158 705	7 828 476

5. Stocks

	Au 31 mars 2012	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Matières premières	1 707 987	1 455 388
Produits finis	847 101	775 268
	2 555 088	2 230 656

6. Actifs incorporels

Coût	Logiciels	Brevets	Droits de priorité sur les technologies	Technologies	Marques de commerce	Relations clients	Réseau de distribution	Propriété intellectuelle	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	383 201	3 544 321	377 592	1 149 768	508 204	3 761 100	2 101 980	2 416 642	14 242 808
Ajouts	4 328	-	-	-	-	-	-	-	4 328
Radiation des actifs incorporels complètement amortis	-	-	-	-	-	-	(755 866)	-	(755 866)
Incidence des fluctuations du taux de change	(813)	(311 777)	-	(102 600)	(40 883)	(332 500)	(120 121)	(215 650)	(1 124 344)
Solde au 31 mars 2011	386 716	3 232 544	377 592	1 047 168	467 321	3 428 600	1 225 993	2 200 992	12 366 926
Amortissement cumulé									
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	(181 517)	(833 146)	(284 884)	(897 720)	(144 313)	(2 695 090)	(1 344 622)	(166 480)	(6 547 772)
Charges d'amortissement	(30 649)	(180 064)	(40 456)	(19 258)	(52 873)	(101 342)	(177 766)	(114 915)	(717 323)
Radiation des actifs incorporels complètement amortis	-	-	-	-	-	-	755 866	-	755 866
Incidence des fluctuations du taux de change	2 132	81 969	-	80 591	14 252	243 450	60 064	19 722	502 180
Solde au 31 mars 2011	(210 034)	(931 241)	(325 340)	(836 387)	(182 934)	(2 552 982)	(706 458)	(261 673)	(6 007 049)
Montant net au 31 mars 2011	176 682	2 301 303	52 252	210 781	284 387	875 618	519 535	1 939 319	6 359 877

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

Coût	Logiciels	Brevets	Droits de priorité sur les technologies	Technologies	Marques de commerce	Relations clients	Réseau de distribution	Propriété intellectuelle	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2011	415 319	3 214 512	377 592	1 041 444	464 926	3 410 050	1 219 291	2 188 961	12 332 095
Ajouts	10 660	-	-	-	-	-	-	-	10 660
Incidence des fluctuations du taux de change	536	110 672	-	35 856	15 000	116 200	41 980	75 365	395 609
Solde au 31 mars 2012	426 515	3 325 184	377 592	1 077 300	479 926	3 526 250	1 261 271	2 264 326	12 738 364
Amortissement cumulé									
Solde au 1 ^{er} juillet 2011	(221 280)	(983 317)	(338 826)	(837 928)	(198 854)	(2 571 381)	(759 033)	(296 726)	(6 207 345)
Charges d'amortissement	(34 636)	(178 203)	(38 766)	(12 701)	(52 410)	(98 964)	(138 054)	(113 684)	(667 418)
Pertes de valeur comptabilisées à l'état des résultats (pertes)	-	-	-	(198 589)	-	(180 139)	-	-	(378 728)
Incidence des fluctuations du taux de change	(103)	(33 127)	-	(28 082)	(6 517)	(86 833)	(25 566)	(9 748)	(189 976)
Solde au 31 mars 2012	(256 019)	(1 194 647)	(377 592)	(1 077 300)	(257 781)	(2 937 317)	(922 653)	(420 158)	(7 443 467)
Montant net au 31 mars 2012	170 496	2 130 537	-	-	222 145	588 933	338 618	1 844 168	5 294 897

Au 31 mars 2012, la Société a révisé les valeurs comptables de ses actifs incorporels et déterminé que certains actifs incorporels relatifs à l'unité génératrice de trésorerie « États-Unis » n'étaient plus utilisés et ne généraient pas de flux de trésorerie matériels. En conséquence, la Société a évalué la valeur recouvrable des actifs incorporels à une valeur nulle. La perte de valeur des actifs incorporels est due à la baisse prolongée des activités de la Société dans le secteur industriel – principalement dans le sous-secteur de la production d'éthanol.

7. Goodwill

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	11 254 505
Incidence des fluctuations du taux de change	(1 075 078)
Solde au 30 juin 2011	10 179 427
Dépréciation du goodwill	(8 221 423)
Incidence des fluctuations du taux de change	380 034
Solde au 31 mars 2012	2 338 038

Au cours de ce troisième trimestre de l'exercice 2012, la Société a évalué la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie « États-Unis » et comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 8 221 423 \$ (8 212 389 US\$). La juste valeur diminuée des coûts de transaction a été utilisée pour déterminer la valeur recouvrable de cette unité génératrice de trésorerie à partir des nouvelles projections financières actualisées sur cinq ans des flux futurs de trésorerie approuvées par la direction. La perte de valeur de cette unité génératrice de trésorerie est due aux conditions du marché résultant du ralentissement économique actuel aux États-Unis, à la baisse prolongée des activités de la Société dans le secteur industriel, principalement dans le sous-secteur de la production d'éthanol, et au niveau de ventes moins élevé que prévu des systèmes brevetés de la Société Bio-Wheel™ et Bio-Brane™ aux États-Unis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

	États-Unis
Taux de croissance ⁽¹⁾	9,98 %
Taux d'actualisation	14,80 %

⁽¹⁾ Taux de croissance moyen utilisé pour extrapoler les prévisions budgétaires sur une période de cinq ans. Le taux de croissance final est de 3,0 %.

8. Crédoeurs et charges à payer

	Au 31 mars 2012	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Fournisseurs	3 100 902	2 010 603
Autres crédoeurs et autres charges à payer	1 542 691	2 171 298
	4 643 593	4 181 901

9. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	30 425
Provisions complémentaires comptabilisées	4 243
Incidence des fluctuations du taux de change	(2 368)
Solde au 30 juin 2011	32 300
Provisions complémentaires comptabilisées	30 037
Moins : Paiements	(32 760)
Incidence des fluctuations du taux de change	366
Solde au 31 mars 2012	29 943

10. Contreparties conditionnelles

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 1 ^{er} juillet 2010	3 822 969
Désactualisation	29 857
Paiements	(1 157 423)
Réduction des contreparties conditionnelles aux états consolidés de la perte	(114 129)
Incidence des fluctuations du taux de change	(372 602)
Solde au 30 juin 2011	2 208 672
Désactualisation	22 827
Réduction des contreparties conditionnelles aux états consolidés de la perte	(849 502)
Paiements	(515 745)
Incidence des fluctuations du taux de change	66 129
	932 381
Contreparties conditionnelles non courantes	252 495
Solde au 31 mars 2012	679 886

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

Dans le cadre de l'accord d'acquisition de Wastewater Technology Inc., la Société a une contrepartie conditionnelle maximale de 1 718 403 \$ (1 722 710 US\$) basée sur le volume de ventes de certains équipements en eaux usées sur une période de dix ans se terminant le 6 avril 2018. La Société comptabilise la contrepartie conditionnelle à sa juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière sur la base des ventes réelles et projetées au cours de la période couverte par la contrepartie conditionnelle. Les variations de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sont comptabilisées dans les états consolidés de la perte.

Au 31 mars 2012, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été réduite sur la base des ventes réelles et prévisionnelles de certains équipements en eaux usées au cours de la période couverte par la contrepartie conditionnelle; la variation de la juste valeur qui en résulte, d'un montant de 849 502 \$ (848 569 US\$), a été comptabilisée dans les états consolidés de la perte pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 mars 2012.

11. Dette à long terme

	Au 31 mars 2012	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Non garantie – au coût amorti		
Emprunts bancaires, libellés en dollars canadiens	1 386 945	1 338 945
Emprunts auprès d'autres entités, libellés en dollars canadiens	1 847 776	1 810 230
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	312 025	290 930
Emprunts auprès d'autres entités, libellés en dollars US	97 933	104 179
	3 644 679	3 544 284
Tranche non courante de la dette à long terme	(849 220)	(319 108)
Dette à long terme	2 795 459	3 225 176

Au 31 mars 2012, la Société respecte l'ensemble de ses accords avec les banques.

12. Débenture convertible

Le 30 juin 2011, la Société a remboursé la débenture convertible en totalité pour un montant de 1 400 000 \$ plus les intérêts courus. Cette transaction a généré un gain de 116 188 \$ qui a été réparti comme suit : 99 415 \$ ont été comptabilisés dans l'état des résultats et 16 773 \$ ont été comptabilisés dans le déficit à la rubrique « Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible ».

13. Capital social**Options d'achat d'actions**

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2012		Exercice terminé le 30 juin 2011	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de l'exercice	3 945 000	1,06	1 950 000	1,11
Octroyées	-	-	2 035 000	0,50
Exercées	-	-	(25 000)	0,32
Échues	(467 000)	1,27	-	-
Annulées par renonciation	(628 500)	1,02	(15 000)	0,50
En circulation à la fin de l'exercice	2 849 500	0,68	3 945 000	0,80

14. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Matériel	4 783 907	3 646 846	11 789 538	10 094 635
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	(70 889)	(355 509)	(724 223)	(790 968)
Salaires et avantages sociaux	2 296 112	2 023 715	6 410 610	5 736 466
Sous-traitants et honoraires professionnels	1 777 153	707 937	4 515 612	2 087 696
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	322 167	284 539	657 678	741 394
Télécommunications et frais de transport	289 560	256 615	875 308	869 431
Autres dépenses	316 633	321 270	929 680	909 319
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs	9 714 642	6 894 613	24 383 404	19 647 974

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés du résultat global, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente et aux frais administratifs dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 31 mars 2012 et 2011; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	40 322	41 985	119 374	124 115
Charges d'exploitation	1 338	1 098	3 820	3 302
Frais de vente	13 887	16 316	39 024	50 708
Frais administratifs	19 686	15 651	59 351	46 834
	75 233	75 050	221 569	224 959

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	109 017	115 440	343 305	354 694
Frais de vente	70 349	107 811	289 476	331 981
Frais administratifs	11 768	10 254	34 637	30 648
	191 134	233 505	667 418	717 323

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

Dépréciation des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	198 589	-	198 589	-
Frais de vente	180 139	-	180 139	-
	378 728	-	378 728	-

Coûts par fonction incluant l'amortissement et la dépréciation des actifs incorporels	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	7 869 733	4 905 254	18 971 778	14 027 182
Charges d'exploitation	179 087	303 361	468 213	921 192
Frais de vente	1 257 418	1 009 321	3 320 355	3 059 199
Frais administratifs	1 053 498	985 194	2 890 771	2 582 650

c) Autres (gains) pertes – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars		Périodes de neuf mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
(Gain) Perte de change	4 191	62 880	(319 915)	34 162
Autres revenus	(37 707)	(15 765)	(90 091)	(20 513)
Frais d'acquisition et d'intégration	-	-	-	10 128
(Gain) Perte à la disposition d'actifs	6 636	-	7 886	-
	(26 880)	47 123	(396 120)	23 777

15. Perte nette par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(7 651 400)	(125 006)	(8 954 127)	(1 253 809)

Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	60 145 832	60 145 832	60 145 832	60 141 087
---	------------	------------	------------	------------

Éléments exclus du calcul de la perte nette diluée par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	1 703 250	1 827 500	1 703 250	1 827 500
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	2 249 998	9 179 877	2 249 998	9 179 877
Débeture convertible	-	1 435 406	-	1 435 406

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

Pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 31 mars 2012 et 2011, la perte nette diluée par action était la même que la perte nette de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, la perte nette diluée par action pour ces périodes a été calculée d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

16. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	(3 090 875)	690 942	(1 198 504)	(2 681 587)
Stocks	327 199	(248 447)	(303 585)	(941 433)
Excédent des coûts engagés sur facturation	(397 844)	(372 544)	(482 245)	323 435
Frais payés d'avance	(19 318)	(263 531)	61 409	(185 014)
Créditeurs et charges à payer	1 192 368	361 769	68 170	(181 516)
Provisions	10 008	-	30 037	28 773
Excédent de facturation sur coûts engagés	981 084	(124 971)	570 600	1 188 204
Impôts sur les bénéfices à payer	5 978	7 712	(1 969)	7 712
	(991 400)	50 930	(1 256 087)	(2 441 426)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents	238 149	155 533	440 356	2 586 047
Découvert bancaire	(287 356)	-	(291 520)	-
	(49 207)	155 533	148 836	2 586 047

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents	315 444	397 321	315 444	397 321
Découvert bancaire	(144 700)	-	(144 700)	-
	170 744	397 321	170 744	397 321

17. Instruments financiers
Risque de change

Le risque de change de la Société provient d'opérations d'achat et de vente effectuées en dollars US. Au cours de l'exercice 2010, la Société était également exposée au risque de change en raison de l'actif net de ses filiales étrangères. Afin de limiter l'effet des fluctuations du dollar canadien sur le dollar US, la Société fait coïncider, de façon générale et dans la mesure du possible, les encaissements dans une devise étrangère et les décaissements dans la même devise. Aucun instrument financier dérivé n'est conclu pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie en devises étrangères.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

Au 31 mars 2012, si le dollar canadien avait varié de cinq (5) % à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar US, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, la perte nette de l'exercice terminé le 31 mars 2012 aurait été inférieure ou supérieure d'approximativement 366 360 \$ (80 928 \$ au 31 mars 2011).

Les actifs et les passifs financiers libellés en dollars US sont présentés dans le tableau suivant

	Au 31 mars 2012	Au 30 juin 2011
	US\$	US\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	700	700
Certificats de placement garanti	15 466	15 452
Débiteurs	1 280 498	932 469
	1 296 664	948 621
PASSIFS FINANCIERS		
Découvert bancaire	38 695	117 727
Emprunts bancaires	1 786 250	283 754
Créditeurs	780 821	929 656
Dette à long terme	313 435	301 700
	2 919 201	1 632 837

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables.

Les certificats de placement garanti, les emprunts non garantis ainsi que la débenture convertible portent intérêt à taux fixes et exposent donc la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variables et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Aux 31 mars 2012 et 2011, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base à la hausse ou à la baisse, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, il n'y aurait eu aucun effet significatif sur la perte nette. Ces variations ont été retenues, car elles sont considérées raisonnablement possibles selon les observations et la conjoncture.

18. Information sectorielle**Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables**

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	\$	\$	\$	\$
	2012	2011	2012	2011
Revenus résultant de la vente de produits consommables	3 498 350	3 372 972	10 813 060	8 860 028
Revenus de contrats de fabrication	6 723 962	3 753 980	13 535 515	10 946 092
	10 222 312	7 126 952	24 348 575	19 806 120

Informations géographiques

Revenus provenant de clients externes	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	\$	\$	\$	\$
	2012	2011	2012	2011
Revenus par secteur géographique				
Canada	3 668 626	2 425 097	7 512 126	6 117 368
États-Unis	5 240 111	4 204 409	12 870 373	11 916 302
Tunisie	761 247	-	2 499 284	-
Chine	251 538	321 870	570 195	576 403
Égypte	174 270	-	336 266	451 726
Autres	126 520	175 576	560 331	744 321
	10 222 312	7 126 952	24 348 575	19 806 120

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 mars 2012	Au 30 juin 2011
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 755 803	1 864 466
États-Unis	7 919 554	16 505 322
	9 675 357	18 369 788

19. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars		Périodes de neuf mois terminées le 31 mars	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	189 220	180 803	562 955	567 951
Avantages postérieurs à l'emploi	2 959	2 016	8 803	6 788
Paiements à base d'actions	16 420	31 575	61 889	68 413
	208 599	214 394	633 647	643 152

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

20. Transition aux IFRS

Les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2012 et pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 seront les premiers états financiers annuels préparés conformément aux normes IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis de la façon décrite à la note 2 et reflètent les dispositions d'IFRS 1. En vertu d'IFRS 1, une entité est tenue d'adopter les IFRS dans ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS par une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS. La Société effectuera cette déclaration lors de l'émission de ses états financiers consolidés annuels de 2012.

IFRS 1 est fondée sur le principe que l'adoption des IFRS devrait être appliquée de façon rétrospective. L'application rétrospective requiert la présentation d'informations financières comparatives et, par conséquent, la première date d'application des IFRS par la Société est le 1^{er} juillet 2010 (la « Date de transition »). Toutefois, IFRS 1 offre certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective des IFRS aux entités qui présentent leurs premiers états financiers IFRS. Ces exemptions et exceptions, qui s'appliquent à la Société, sont traitées ci-après.

Exemptions facultatives IFRS

Regroupements d'entreprises

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut décider de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition conformément à *IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »* (révisée en 2008) (« IFRS 3 »). Dans le cas d'une application rétrospective, l'entité devrait retraiter tous les regroupements d'entreprises survenus avant sa date de transition aux IFRS et devrait ajuster tout goodwill découlant de ces regroupements d'entreprises d'après la valeur comptable déterminée en vertu des PCGR du Canada.

La Société a choisi d'utiliser cette exemption et n'a pas retraité les regroupements d'entreprises antérieurs. Ainsi, IFRS 3 s'applique seulement aux regroupements d'entreprises survenant après la Date de transition. Il n'y a eu aucun regroupement d'entreprises depuis la Date de transition et, par conséquent, la Société appliquera les dispositions des IFRS aux opérations futures, le cas échéant.

Différences de conversion

Dans le cas d'une application rétrospective complète, l'entité devrait déterminer le montant cumulé des différences de conversion en vertu des dispositions d'*IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »*, à compter de la date à laquelle une filiale ou une participation comptabilisée à la valeur de consolidation a été acquise. IFRS 1 permet à un nouvel adoptant de remettre à zéro les montants cumulés des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de remettre à zéro le solde cumulé des écarts de change au 1^{er} juillet 2010 et d'ajuster en conséquence le déficit de la Société à la Date de transition.

Juste valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en tant que coût présumé

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut décider d'utiliser la juste valeur à la date de transition en tant que coût présumé pour tout actif relevant du cadre de cette exemption. Toute perte de valeur ultérieure est basée sur le coût présumé et commence à compter de la date à laquelle l'évaluation de la juste valeur a été établie. La Société a décidé d'utiliser le modèle de coût pour chacune de ses catégories d'actifs à l'exception du terrain et du bâtiment pour lesquels la juste valeur à la date de transition a été choisie, ce qui entraîne une diminution de la valeur comptable nette pour refléter la juste valeur, avec un ajustement correspondant au déficit à la date de transition de la Société.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

IFRS 1 fournit des alternatives qui permettent aux nouveaux adoptants d'appliquer *IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »* de manière prospective. La Société a décidé d'utiliser l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui sont réglées en instruments de capitaux propres et qui ont été attribuées au plus tard le 7 novembre 2002, ainsi que l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui ont été attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
 (en dollars canadiens)

Exceptions obligatoires aux IFRS
Estimations comptables

Conformément à IFRS 1, les estimations établies selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les PCGR antérieurs, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, sauf si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières estimations étaient erronées. Ainsi, un nouvel adoptant ne peut utiliser de l'information a posteriori pour établir ou réviser des estimations comptables. Les estimations précédemment établies par la Société en vertu des PCGR du Canada n'ont pas été révisées, sauf lorsqu'il était nécessaire de refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Rapprochement des PCGR du Canada avec les IFRS

Selon IFRS 1, un nouvel adoptant doit rapprocher ses capitaux propres, son résultat global et ses flux de trésorerie pour les périodes précédentes à compter de la date de transition aux IFRS. Les tableaux suivants présentent les rapprochements des capitaux propres aux 31 mars 2011 et 30 juin 2011 ainsi que le résultat global pour les périodes terminées les 31 mars 2011 et 30 juin 2011.

	Au 30 juin 2011	Au 31 mars 2011
Rapprochement des capitaux propres	\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR du Canada	25 112 244	25 232 412
Ajustements IFRS attribuables aux éléments suivants :		
Dépréciation d'actifs incorporels	(1 412 746)	(1 420 511)
Terrain et bâtiment comptabilisés à la juste valeur	(250 404)	(250 404)
Contreparties conditionnelles	(2 032 678)	(2 214 647)
Amortissement des actifs incorporels	110 529	86 101
Amortissement des immobilisations corporelles	7 670	4 330
Capitaux propres selon les IFRS	21 534 615	21 437 281

	Périodes de trois mois terminées le 31 mars 2011	Périodes de neuf mois terminées le 31 mars 2011
Rapprochement du résultat global	\$	\$
Résultat global selon les PCGR du Canada	(687 284)	(3 252 235)
Ajustements IFRS attribuables aux éléments suivants :		
Dépréciation d'actifs incorporels	36 626	139 180
Contreparties conditionnelles	55 432	215 439
Intérêts sur contreparties conditionnelles	(8 283)	(26 019)
Amortissement des actifs incorporels	32 636	86 101
Amortissement des immobilisations corporelles	2 742	4 330
Écarts de change dans les capitaux propres négatifs	-	(295 703)
Résultat global selon les IFRS	(568 131)	(3 130 907)

Notes explicatives

En plus des exemptions à IFRS 1 susmentionnées, voici d'autres modifications de conventions comptables qui ont été apportées à la suite des ajustements indiqués dans les rapprochements décrits précédemment.

a) Participation dans une coentreprise
PCGR du Canada

La comptabilisation des coentreprises se fait selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

IFRS

La comptabilisation des coentreprises se fait selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)

Au 1^{er} juillet 2010 et depuis cette date, la Société détient une participation de 49 % dans la coentreprise H₂O Innovation India Limited.

	Au 30 juin 2011	Au 31 mars 2011
	\$	\$
Trésorerie et équivalents	25 071	15 000
Débiteurs	584 039	607 202
Stocks	50 663	75 755
Travaux en cours	67 404	-
Impôts futurs	664	-
Immobilisations corporelles	24 177	9 754
Emprunts bancaires	(225 861)	(126 327)
Créditeurs et charges à payer	(427 788)	(458 000)
Impôts sur les bénéfices à payer	(10 328)	-
Participation dans une coentreprise	88 041	123 384

b) Terrain et bâtiment comptabilisés à leur juste valeur*IFRS 1 – Juste valeur en tant que coût présumé*

En vertu d'IFRS 1, tout actif relevant des catégories désignées peut être évalué à la date de transition à sa juste valeur, laquelle peut être utilisée en tant que coût présumé de l'actif à cette date.

Une firme spécialisée a réalisé une évaluation indépendante du terrain et du bâtiment de la Société afin de déterminer la juste valeur du terrain et du bâtiment situés à Ham-Nord, Canada. Cette évaluation, réalisée en conformité avec les normes d'évaluation internationales, a été déterminée à l'aide de la méthode comparative applicable aux transactions récentes du marché local sur la base d'actifs similaires. D'après les conclusions de ce rapport, la juste valeur du terrain et du bâtiment à Ham-Nord est telle la suivante :

	1 ^{er} juillet 2010
	\$
Terrain	25 000
Bâtiments	1 075 000
	<u>1 100 000</u>

En conséquence, la Société a choisi d'utiliser la juste valeur en tant que coût présumé pour son terrain et son bâtiment; des ajustements d'un montant de 250 404 \$ ont été enregistrés en réduction du coût du terrain et du bâtiment, et la contrepartie a été enregistrée au déficit.

c) Dépréciation d'actifs*PCGR du Canada*

En vertu des PCGR du Canada, les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie utile déterminée étaient soumises à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant que leur valeur comptable pouvait ne pas être recouvrable. Une dépréciation était réputée exister lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs était supérieure aux flux monétaires futurs non actualisés que cet actif ou groupe d'actifs était censé procurer. Le montant de toute perte de valeur représentait l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs sur sa juste valeur. Ce montant était établi d'après les flux de trésorerie actualisés liés à l'actif ou au groupe d'actifs ou d'après la valeur d'expertise, selon la nature de l'actif.

IFRS

En vertu des IFRS, s'il existe un indice de perte de valeur, l'entité est tenue, comme c'est le cas pour les PCGR du Canada, de faire une estimation formelle du montant à recouvrer. Toutefois, contrairement aux PCGR du Canada, la valeur comptable d'un actif soumis à un test de dépréciation en vertu des IFRS est comparée à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif soumis à un test de dépréciation est comparée à la valeur d'utilité de cet actif, les flux de trésorerie futurs devant être générés par cet actif sont actualisés, contrairement aux PCGR du Canada.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

Une perte de valeur est enregistrée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées à leur valeur nette actuelle.

Suite au changement dans la méthode d'évaluation, la Société a comptabilisé des dépréciations de 2 606 000 \$ à la date de transition. La Société a ajusté les charges d'amortissement connexes dans ses états consolidés comparatifs trimestriels et annuels du résultat global pour l'exercice terminé le 30 juin 2011.

d) Contreparties conditionnelles – Comptabilisation initiale

PCGR du Canada

Les contreparties conditionnelles sont constatées à titre de partie du coût d'acquisition lorsque le montant de la contrepartie peut faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'acquisition et qu'il peut être établi hors de tout doute raisonnable que la condition sera réalisée. Aucun passif ni titre de capitaux propres en circulation ne sont constatés jusqu'à ce que la condition soit réalisée et que la contrepartie soit émise ou à émettre.

Au 30 juin 2011, la Société a comptabilisé une contrepartie conditionnelle de 510 885 \$ à titre de passif et à titre de goodwill, toutes les conditions étant réalisées.

IFRS

Toute contrepartie conditionnelle liée à une acquisition doit être estimée et comptabilisée comme un passif à la juste valeur à la date d'acquisition.

La Société avait des contreparties conditionnelles dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs qui n'ont pas été comptabilisés selon les PCGR du Canada. La Société a évalué les obligations relatives à ces contreparties conditionnelles à la Date de transition.

Au 1^{er} juillet 2010, la Société a comptabilisé des contreparties conditionnelles supplémentaires alors que les conditions n'étaient pas encore réalisées, estimées à 1 521 794 \$. Ces contreparties conditionnelles ainsi que les 510 885 \$ comptabilisés en goodwill selon les PCGR du Canada au 30 juin 2011 s'élèvent à un total de 2 032 678 \$ tel que reflété dans le Rapprochement des capitaux propres.

De plus, les ajustements subséquents reliés à ces estimations sont comptabilisés aux résultats.

Contreparties conditionnelles – Paiement d'intérêts

Les contreparties conditionnelles comptabilisées selon les IFRS à la date d'acquisition sont généralement payables plus d'un an après cette date. Les ajustements à leur juste valeur liés au passage du temps sont comptabilisés comme dépenses d'intérêts.

e) Ajustement de l'écart de conversion

PCGR du Canada

Au cours de l'exercice 2011, la Société a complété une analyse détaillée qui a identifié des changements notables dans les faits et circonstances économiques. Cette analyse requiert que la méthode de conversion appliquée aux filiales étrangères soit changée. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux établissements étrangers. Ces faits et circonstances notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux établissements étrangers de la Société. Les établissements étrangers ont donc été reclassés, passant d'intégrés à autonomes.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat global » dans la section relative aux capitaux propres. Cette modification est appliquée de manière prospective à compter du 1^{er} juillet 2010.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

IFRS

Selon les IFRS, le cadre conceptuel servant à déterminer la monnaie fonctionnelle est similaire à celui utilisé pour établir la monnaie de mesure sous les PCGR du Canada; cependant, en vertu de l'IAS 21, « *Effets des variations des cours des devises* », les indicateurs permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle sont séparés en indicateurs principaux et secondaires. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité est active et on leur accorde plus de poids. Les indicateurs secondaires apportent une preuve additionnelle afin d'aider à déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité. Les indicateurs principaux se voient attribuer une pondération plus importante sous les IFRS que sous les PCGR du Canada.

Lors de la transition, la Société a mené une évaluation des monnaies fonctionnelles historiques de toutes les entreprises du groupe selon les exigences des IFRS. Selon cette évaluation, toutes les entreprises du groupe ont conservé la même monnaie fonctionnelle que sous les PCGR du Canada – le dollar canadien – à l'exception de deux exploitations étrangères, aux États-Unis et en Inde, où il a été déterminé que la monnaie locale aurait du constituer la monnaie fonctionnelle.

Le changement de monnaie fonctionnelle historique a exigé le reclassement rétroactif des données de ces filiales et coentreprise dans leur monnaie locale, selon la méthode prescrite par l'IAS 21. L'impact cumulatif de la conversion historique de ces entités de leur monnaie locale en dollars canadiens, la monnaie de présentation, a été comptabilisé dans le compte des ajustements de conversion cumulatifs.

Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, la Société a choisi de remettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion, qui aurait autrement inclus les gains et les pertes historiques provenant de cette conversion des activités étrangères. Le solde de l'ajustement des écarts de conversion cumulés au 1^{er} juillet 2010 est de 295 703 \$ et a été comptabilisé comme ajustement du déficit. L'application de cette exemption n'a eu aucun impact net sur les capitaux propres.

f) Reclassement du surplus d'apport

PCGR du Canada

Le surplus d'apport comprend la charge de rémunération à base d'actions, la juste valeur des options d'achat d'actions exercées et la juste valeur des bons de souscription.

IFRS

Le concept de surplus d'apport n'existe pas en IFRS. La Société doit reclasser les items reconnus selon les PCGR comme actif, passif ou composante des capitaux propres selon les IFRS.

En conséquence, la Société a reclassé les montants présentés au compte « Surplus d'apport » selon les PCGR dans la section appropriée des capitaux propres selon les IFRS en fonction de leur nature.

g) Reclassement des contreparties conditionnelles

PCGR du Canada

Il est recommandé d'inclure au bilan une référence aux provisions et contreparties mais il n'est pas obligatoire de les inclure en tant que poste au bilan.

IFRS

Les états de la situation financière doivent au moins inclure un poste pour les provisions.

En conséquence, la Société a reclassé les contreparties conditionnelles à court terme relevant des « Crédeurs et charges à payer » en un seul poste.

h) Reclassement des actions à être émises

Les actions à émettre ont été reclassées au déficit.

i) Reclassement des résultats

PCGR du Canada

Le compte de résultats doit présenter avec justesse les résultats des activités pour la période et fournir des informations spécifiques; toutefois le concept de classement basé sur leur nature ou leur fonction n'est pas abordé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
(en dollars canadiens)**

IFRS

Une entité doit présenter une analyse des charges constatées aux résultats à l'aide d'un reclassement reposant soit sur leur nature soit sur leur fonction au sein de l'entité, en choisissant la méthode qui fournit des informations fiables et plus pertinentes. La Société estime que le classement de ses charges par fonction est plus pertinent.

En conséquence, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 mars 2011, la rémunération à base d'actions, l'aide gouvernementale et les frais liés aux acquisitions et intégrations ont été classés dans les frais administratifs. Les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux ont été séparés sur la base de leur fonction : charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs. Les frais bancaires et autres frais financiers ont été classés avec les charges financières. Les autres revenus et la perte (le gain) sur taux de change ont été reclassés aux postes « Autres revenus » et « Produits financiers ».

j) Retraitement des flux de trésorerie dans le cadre du passage des PCGR du Canada aux IFRS

Le retraitement dans le cadre du passage des PCGR du Canada aux IFRS a eu un impact dû à la nouvelle méthode de comptabilisation utilisée pour la coentreprise de la Société, tel que décrit dans la section a) ci-dessus. La Société a également décidé de communiquer les intérêts reçus et payés dans les activités de financement. En conséquence, pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 mars 2011, il existe un reclassement de 98 019 \$ et de 412 194 \$ entre les activités d'exploitation et les activités de financement.

Rapprochement des résultats consolidés

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre les états financiers consolidés établis auparavant en vertu des PCGR du Canada et les états financiers consolidés établis conformément aux IFRS.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 31 mars 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actifs courants
Trésorerie et équivalents	(a)	412 320	(15 000)	-	397 320	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 493 674	-	-	1 493 674	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	7 801 096	(607 202)	-	7 193 894	Débiteurs
Stocks	(a)	2 861 792	(75 755)	-	2 786 037	Stocks
Travaux en cours		1 736 898	-	-	1 736 898	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		482 905	-	-	482 905	Frais payés d'avance
		14 788 685	(697 957)	-	14 090 728	
Immobilisations corporelles	(a) (b)	2 375 859	(255 647)	-	2 120 212	Actifs non courants Immobilisations corporelles
Actifs incorporels	(c)	8 647 229	(2 287 351)	-	6 359 878	Actifs incorporels
	(a)	-	123 203	-	123 203	Participation dans une coentreprise
Autres actifs		42 058	-	-	42 058	Autres actifs
Écarts d'acquisition		10 235 376	-	-	10 235 376	Goodwill
Actifs d'impôts futurs	(c)	6 597	952 941	-	959 538	Actifs d'impôts différés
		36 095 804	(2 164 811)	-	33 930 993	
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Passifs courants
Emprunt bancaire		2 267 993	(126 327)	-	2 141 666	Emprunts bancaires
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	3 862 769	(458 000)	(517 501)	2 887 268	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	28 900	28 900	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		1 347 801	-	-	1 347 801	Excédent de facturation sur coûts engagés
Tranche à court terme de la dette à long terme		628 985	-	-	628 985	Tranche à court terme de la dette à long terme
Tranche des obligations convertibles		750 000	-	-	750 000	Tranche des obligations convertibles
	(d)(g)	-	794 447	488 601	1 283 048	Contreparties conditionnelles
		8 857 548	210 120	-	9 067 668	
Dette à long terme		1 261 058	-	-	1 261 058	Passifs non courants Dette à long terme
Débtenture convertible		702 184	-	-	702 184	Débtenture convertible
	(d)	-	1 420 200	-	1 420 200	Contreparties conditionnelles
Loyers différés		42 602	-	-	42 602	Loyers différés
		10 863 392	1 630 320	-	12 493 712	
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Composante capitaux propres de la débtenture convertible	(f)	301 023	-	(301 023)	-	
Capital-actions	(h)	45 866 225	-	(13 789)	45 852 436	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 655 016	-	(11 655 016)	-	
	(f)	-	-	301 023	301 023	Réserve pour la portion capitaux propres de la débtenture convertible
	(f)	-	-	1 653 126	1 653 126	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(f)	-	-	10 001 890	10 001 890	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b) (c) (d) (e)(f)(h)	(30 682 015)	(3 850 370)	13 789	(34 518 596)	Déficit
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(a) (c) (d)	(1 907 837)	55 239	-	(1 852 598)	Cumul des autres éléments du résultat global
		25 232 412	(3 795 131)	-	21 437 281	
		36 095 804	(2 164 811)	-	33 930 993	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Produits	(a)	7 950 587	(823 635)	-	7 126 952	Activités poursuivies
Coûts des marchandises vendues	(a)	5 324 654	(576 825)	-	4 747 829	Revenus
Bénéfice brut		2 625 933	(246 810)	-	2 379 123	Coût des marchandises vendues
						Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i)	2 122 272	(61 805)	(2 060 467)	-	
	(i)	-	-	302 263	302 263	Charges d'exploitation
	(i)	-	-	885 194	885 194	Frais de vente
	(i)	-	-	959 289	959 289	Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(b)(i)	79 006	(3 956)	-	75 050	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	268 038	(34 533)	-	233 505	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(i)	40 969	-	(40 969)	-	
Aide gouvernementale	(i)	(2 068)	-	2 068	-	
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	95 869	-	(95 869)	-	
	(i)	-	-	47 123	47 123	Autres gains (pertes) nets
		2 604 086	(100 294)	(1 368)	2 502 424	
Bénéfice (Perte) d'exploitation avant les postes suivants		21 847	(145 516)	1 368	(123 301)	Gains (Perte) d'exploitation
Autres revenus	(i)	(36 407)	-	36 407	-	
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	38 487	-	(38 487)	-	
	(i)	-	-	(20 641)	(20 641)	Produits financiers
	(d)(i)	-	8 872	189 719	198 591	Charges financières
		-	8 872	169 078	177 950	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	148 751	-	(148 751)	-	
Acquisition et dépenses d'intégration	(i)	16 879	-	(16 879)	-	
	(a)(i)	-	(183 956)	-	(183 956)	Quote-part des gains d'une coentreprise
		167 710	(175 084)	1 368	(6 006)	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(145 863)	28 569	-	(117 294)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices		7 712	-	-	7 712	Économie d'impôts sur les bénéfices
Économies d'impôts exigibles		7 712	-	-	7 712	Impôts exigibles
Impôts futurs		-	-	-	-	Impôts différés
Perte nette pour la période		(153 575)	28 569	-	(125 006)	Perte pour la période
Autres éléments de la perte étendue						Autres éléments du résultat global
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(545 550)	102 425	-	(443 125)	Écart de conversion
Perte étendue de la période		(699 125)	130 994	-	(568 131)	Résultat global pour la période
						Perte par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période
Perte de base et diluée par action		(0,003)	(0,001)	-	(0,002)	Perte de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		60 145 832	-	-	60 145 832	Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
						Activités poursuivies
Produits	(a)	20 711 959	(905 839)	-	19 806 120	Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	14 175 352	(626 979)	-	13 548 373	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		6 536 607	(278 860)	-	6 257 747	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i)	6 080 590	(153 610)	(5 926 980)	-	
	(i)	-	-	917 890	917 890	Charges d'exploitation
	(i)	-	-	2 676 510	2 676 510	Frais de vente
	(i)	-	-	2 505 168	2 505 168	Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(b)(i)	231 466	(6 507)	-	224 959	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	806 998	(89 675)	-	717 323	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(i)	106 310	-	(106 310)	-	
Aide gouvernementale	(i)	(50 831)	-	50 831	-	
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	206 541	-	(206 541)	-	
	(i)	-	-	23 777	23 777	Autres gains (pertes) nets
		7 381 074	(249 792)	(65 654)	7 065 627	
Bénéfice (Perte) d'exploitation avant les postes suivants		(844 467)	(29 068)		(807 880)	Perte d'exploitation
Autres revenus	(i)	(50 396)	-	50 396	-	
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	34 162	-	(34 162)	-	
	(i)	-	-	(29 883)	(29 883)	Produits financiers
	(d)(i)	-	27 166	588 756	615 922	Charges financières
		-	27 166	558 873	586 039	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	482 446	-	(482 446)	-	
Acquisition et dépenses d'intégration	(i)	27 007	-	(27 007)	-	
	(a)(i)	-	(123 322)	-	(123 322)	Quote-part des pertes d'une coentreprise
		493 219	(96 156)	65 654	462 717	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(1 337 686)	67 089	-	(1 270 598)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						
Impôts exigibles		7 712	-	-	7 712	Impôts exigibles
Impôts futurs		-	-	-	-	Impôts différés
Perte nette pour la période		(1 345 398)	67 089	-	(1 278 309)	Perte pour la période
Autres éléments de la perte étendue						
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(1 907 837)	55 239	-	(1 852 598)	Autres éléments du résultat global Écart de conversion
Perte étendue de la période		(3 252 235)	122 328	-	(3 130 907)	Résultat global pour la période
Perte par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période						
Perte de base et diluée par action		(0,022)	(0,001)	-	(0,021)	Perte de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation						
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		60 141 087	-	-	60 141 087	Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des flux de trésorerie consolidés pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Perte nette	(a)	(153 575)	28 569	-	(125 006)	Perte avant impôts sur bénéfices
Éléments hors caisse	(j)	-	29 031	156 631	185 662	Éléments hors caisse
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)(b)	79 006	(3 955)	-	75 050	Charges financières – nettes
Amortissement des actifs incorporels	(c)	268 038	(34 533)	-	233 505	Amortissement des immobilisations corporelles
Obligations locatives nettes		(3 135)	(130)	-	(3 265)	Amortissement des actifs incorporels
Rémunération à base d'actions	(a)	95 870	-	-	95 870	Obligations locatives nettes
Intérêts théoriques sur la dette long terme et débenture convertible	(j)	79 253	(108 081)	-	(108 081)	Rémunération à base d'actions
		365 456	(89 099)	(79 253)	353 735	Quote-part des pertes d'une coentreprise
Débiteurs	(a)	129 312	561 630	77 378	690 942	Débiteurs
Stocks	(a)	(302 318)	53 871	-	(248 447)	Stocks
Travaux en cours		(379 318)	6 774	-	(372 544)	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		(263 611)	80	-	(263 531)	Frais payés d'avance
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	684 910	(323 140)	-	361 770	Créditeurs et charges à payer
Excédent de facturation sur travaux en cours	(g)	(141 017)	16 046	-	(124 971)	Provisions
		93 065	226 511	77 378	396 954	Excédent de facturation sur coûts engagés
	(j)	-	-	20 641	20 641	Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation
		-	-	-	-	Intérêts reçus
		93 065	226 511	98 019	417 595	Impôts payés sur les bénéfices
						Trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
Acquisition de placement détenu jusqu'à échéance		(81 158)	506	-	(80 652)	Acquisition de certificats de placement garanti
Acquisition d'immobilisations corporelles	(a)	(10 132)	3 311	-	(6 821)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(a)	(2 774)	8 192	-	5 418	Acquisition d'actifs incorporels
Acquisition d'entreprises		(250 350)	-	-	(250 350)	Contreparties conditionnelles payées
		(344 414)	12 009	-	(332 405)	Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Variation de l'emprunt bancaire		596 210	(130 295)	-	465 915	Variation de l'emprunt bancaire
Versement sur la dette long terme		(162 516)	-	-	(162 516)	Versement sur la dette long terme
Émission d'actions	(j)	-	-	(98 019)	(98 019)	Émission d'actions
		433 694	(130 295)	(98 019)	205 380	Intérêts payés
Variation nette de la trésorerie et équivalents		182 345	108 225	-	290 570	Trésorerie nette générée par les activités de financement
Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères	(a)	(14 694)	(34 088)	-	(48 782)	Variation nette de la trésorerie et équivalents
Variation nette de la trésorerie et équivalents		167 651	74 137	-	241 788	Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaie étrangères
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(a)(c)(d)	244 670	(89 137)	-	155 533	Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		412 321	(15 000)	-	397 321	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début
						Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des flux de trésorerie consolidés pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Perte nette	(a)	(1 345 398)	67 089	-	(1 278 309)	Perte nette
Éléments hors caisse						Éléments hors caisse
	(j)	-	29 031	564 720	593 751	Charges financières – nettes
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)(b)	231 466	(6 506)	-	224 959	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)	806 998	(89 675)	-	717 323	Amortissement des actifs incorporels
Obligations locatives nettes		(9 663)	(130)	-	(9 793)	Obligations locatives nettes
Rémunération à base d'actions		206 542	-	-	206 542	Rémunération à base d'actions
	(a)	-	(39 447)	-	(39 447)	Quote-part des pertes d'une coentreprise
Intérêts théoriques sur la dette long terme et débenture convertible	(j)	182 409	-	(182 409)	-	
		72 353	(39 638)	382 311	415 026	
Débiteurs	(a)	4 289 358	611 157	-	(2 681 587)	Débiteurs
Stocks	(a)	(103 887)	76 898	-	(941 433)	Stocks
Travaux en cours		(1 613 463)	6 774	-	323 435	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		(308 296)	80	-	(185 014)	Frais payés d'avance
Créditeurs et charges à payer	(a)(g)	(1 721 864)	(459 249)	(28 733)	(181 516)	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	28 733	28 733	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		(904 113)	16 046	-	1 188 204	Excédent de facturation sur coûts engagés
		(2 628 840)	212 417	382 311	(2 034 112)	Trésorerie générée par les (affectée aux) activités d'exploitation
	(j)	-	-	29 883	29 883	Intérêts reçus
		-	-	-	-	Impôts payés sur les bénéfices
		(2 628 840)	212 417	412 194	(1 804 229)	Trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
Disposition de placement détenu jusqu'à échéance		39 298	-	-	39 298	Disposition de certificats de placement garanti
Acquisition de placement détenu jusqu'à échéance		(228 268)	506	-	(227 762)	Acquisition de certificats de placement garanti
Acquisition d'immobilisations corporelles	(a)	(192 653)	7 034	-	(185 619)	Acquisition d'immobilisations corporelles
Acquisition d'actifs incorporels	(a)	(12 517)	8 189	-	(4 328)	Acquisition d'actifs incorporels
Acquisition d'entreprises		(1 088 591)	-	-	(1 088 591)	Contreparties conditionnelles payées
		(1 482 731)	15 729	-	(1 467 002)	Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						Flux de trésorerie liés aux activités de financement
Variation de l'emprunt bancaire		2 271 961	(130 295)	-	2 141 666	Variation de l'emprunt bancaire
Versement sur la dette long terme		(503 597)	-	-	(503 597)	Versement sur la dette long terme
Dette à long terme contractée		124 692	-	-	124 692	Dette à long terme contractée
	(j)	-	-	(412 194)	(412 194)	Intérêts payés
Émission d'actions		8 000	-	-	8 000	Émission d'actions
Frais d'émission d'actions dans le cadre d'un financement privé		(5 420)	-	-	(5 420)	Frais d'émission d'actions
		1 895 636	(130 295)	(412 194)	1 353 147	Trésorerie nette générée par les activités de financement
Variation nette de la trésorerie et équivalents		(2 215 935)	97 851	-	(2 118 084)	Variation nette de la trésorerie et équivalents
Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères	(a)	(44 119)	(26 523)	-	(70 642)	Incidence des variations du taux de change sur le solde de trésorerie détenu en monnaies étrangères
Variation nette de la trésorerie et équivalents		(2 260 054)	71 328	-	(2 188 726)	Diminution de la trésorerie et équivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(a)(c)(d)	2 672 375	(86 328)	-	2 586 047	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		412 321	(15 000)	-	397 321	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement des capitaux propres consolidés au 30 juin 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actifs courants
Trésorerie et équivalents	(a)	465 427	(25 071)	-	440 356	Trésorerie et équivalents
Placements détenus à des fins de transaction		1 412 963	-	-	1 412 963	Certificats de placement garanti
Débiteurs	(a)	8 412 515	(584 039)	-	7 828 476	Débiteurs
Stocks	(a)	2 281 319	(50 663)	-	2 230 656	Stocks
Travaux en cours	(a)	2 332 345	(67 404)	-	2 264 941	Coûts engagés sur excédent de facturation
Frais payés d'avance		198 504	-	-	198 504	Frais payés d'avance
		15 103 073	(727 177)	-	14 375 896	
Immobilisations corporelles	(a)(b)	2 333 004	(267 190)	-	2 065 814	Actifs non courants Immobilisations corporelles
Actifs incorporels	(c)	8 374 218	(2 249 670)	-	6 124 548	Actifs incorporels
	(a)	-	88 041	-	88 041	Participation dans une coentreprise
Autres actifs		41 942	-	-	41 942	Autres actifs
Écarts d'acquisition	(d)	10 690 312	(510 885)	-	10 179 427	Goodwill
Actifs d'impôts futurs	(c)	680 597	947 068	-	1 627 665	Actifs d'impôts différés
		37 223 146	(2 719 813)	-	34 503 333	
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Passifs courants
Découvert bancaire		291 520	-	-	291 520	Découvert bancaire
Emprunts bancaires	(a)	1 579 486	(225 861)	-	1 353 625	Emprunts bancaires
Créditeurs et charges à payer	(a)(c)(d)(g)	5 328 868	(427 789)	(719 178)	4 181 901	Créditeurs et charges à payer
	(g)	-	-	32 300	32 300	Provisions
Excédent de facturation sur travaux en cours		1 310 866	-	-	1 310 866	Excédent de facturation sur coûts engagés
Impôts sur les bénéfices à payer	(a)	17 977	(10 328)	-	7 649	Impôts sur les bénéfices à payer
Tranche à court terme de la dette à long terme		319 108	-	-	319 108	Tranche non courante de la dette à long terme
	(d)(g)	-	-	686 878	686 878	Contreparties conditionnelles
		8 847 825	(663 978)	-	8 183 847	
Dette à long terme	(g)	3 225 176	-	-	3 225 176	Passifs non courants Dette à long terme
Loyers différés		37 901	-	-	37 901	Contreparties conditionnelles Loyers différés
		12 110 902	857 816	-	12 968 718	
CAPITAUX PROPRES						CAPITAUX PROPRES
Capital-actions	(h)	45 866 225	-	(13 789)	45 852 436	Capital social
Surplus d'apport	(f)	11 878 629	-	(11 878 629)	-	
	(f)	-	-	1 734 952	1 734 952	Réserve pour les options d'achat d'actions
	(f)	-	-	10 143 677	10 143 677	Réserve pour les bons de souscription
Déficit	(b)(c)(d)(e)(g)(h)	(30 635 638)	(3 651 923)	13 789	(34 273 772)	Déficit
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(a)(c)(d)	(1 996 972)	74 294	-	(1 922 678)	Cumul des autres éléments du résultat global
		25 112 244	(3 577 629)	-	21 534 615	
		37 223 146	(2 719 813)	-	34 503 333	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – Suite
Rapprochement du résultat global consolidé pour l'année financière terminée le 30 juin 2011
(en dollars canadiens)

Comptes selon les PCGR du Canada	Notes	Soldes PCGR du Canada	Ajustements IFRS	Reclassements IFRS	Soldes IFRS	Comptes selon les IFRS
		\$	\$	\$	\$	
						Activités poursuivies
Produits	(a)	28 798 161	(1 165 895)	-	27 632 266	Revenus
Coûts des marchandises vendues	(a)	20 231 921	(763 846)	-	19 468 075	Coût des marchandises vendues
Bénéfice brut		8 566 240	(402 049)	-	8 164 191	Bénéfice brut
Charges						
Frais d'exploitation de vente administratifs et généraux	(a)(i) (i) (i) (i)	8 421 342 - - -	(410 679) - - -	(8 010 663) 1 225 331 3 689 387 3 392 160	- 1 225 331 3 689 387 3 392 160	- Charges d'exploitation Frais de vente Frais administratifs
Amortissement des immobilisations corporelles	(a)(i)	307 297	(7 295)	-	300 002	Amortissement des immobilisations corporelles
Amortissement des actifs incorporels	(c)(i)	1 065 826	(117 343)	-	948 483	Amortissement des actifs incorporels
Frais bancaires et autres frais financiers	(a)(j)	170 277	(5 656)	(164 621)	-	-
Aide gouvernementale	(i)	(60 524)	-	60 524	-	-
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	(i)	288 367	-	(288 367)	-	-
	(i)	-	-	(82 802)	(82 802)	Autres gains (pertes) – nets
		10 192 585	(540 973)	(179 051)	9 472 561	
Perte d'exploitation avant les postes suivants		(1 626 345)	138 924	1 548 975	(1 308 370)	Perte d'exploitation
Autres revenus	(i)	(67 872)	-	67 872	-	-
Perte (Gain) sur taux de change	(i)	(44 846)	(42)	44 888	-	-
	(d)(i) (i)	- -	- -	(29 958) 834 869	(29 958) 834 869	Produits financiers Charges financières
		-	-	804 911	804 911	Charges financières – nettes
Intérêts sur dette à long terme	(i)	700 217	-	(700 217)	-	-
Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible		(99 415)	-	-	(99 415)	Gain sur remboursement anticipé de la débenture convertible
Frais liés aux acquisitions et intégrations	(i) (a)	38 403 -	- (116 830)	(38 403) -	- (116 830)	- Quote-part de bénéfice dans une coentreprise
		526 487	(116 872)	179 051	588 666	
Perte avant impôts sur les bénéfices		(2 152 832)	255 796	-	(1 897 036)	Perte avant impôts sur les bénéfices
Économie d'impôts sur les bénéfices						Économie d'impôts sur les bénéfices
Impôts exigibles	(a)	25 096	(10 410)	-	14 686	Impôts exigibles
Impôts futurs	(a)	(561 111)	669	-	(560 442)	Impôts différés
		(536 015)	(9 741)	-	(545 756)	
Perte nette pour l'exercice		(1 616 817)	265 537	-	(1 351 280)	Perte nette pour l'exercice
Autres éléments de la perte étendue						Autres éléments du résultat global
Écart de conversion	(a)(c)(d)	(2 292 675)	595 912	-	(1 922 678)	Écart de conversion
Perte étendue pour l'exercice		(3 909 492)	825 271	-	(3 273 958)	Résultat global pour l'exercice
						Perte nette par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période
Perte nette de base et diluée par action		(0,027)	0,005	-	(0,022)	Perte nette de base et diluée par action
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		60 136 106	-	-	60 136 106	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
John G. Booth, administrateur ⁽²⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
André Duquenne, administrateur
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité de vérification

⁽²⁾ Comité de gouvernance et rémunération

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Jim Peterson, chef de l'exploitation
Josée Riverin, directrice des finances
Guillaume Ducharme, V.-P., communications & relations investisseurs
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil

Harbans Kohli, V.-P., ventes Amérique du Nord
Guillaume Claret, V.-P., développement stratégique
Paul Laverty, V.-P., ingénierie
David Russell, V.-P., produits chimiques de spécialité et services

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

6840 Shingle Creek Parkway
Brooklyn Center, Minnesota 55430

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

H₂O Innovation India Ltd.
Chembond Center
EL-71, M.I.D.C., Mahape
Navi Mumbai – 400 710
Maharashtra – Inde

Usine (Inde)

H₂O Innovation India Ltd.
404/B/P-1, Village Dudhawada
ECP Road, Tal. Padra
Dist. Vadodara – 391450
Gujarat – Inde